

FRONTON PLU

PLAN LOCAL D'URBANISME
RAPPORT DE PRESENTATION

1-4. Evaluation Environnementale et suivi



HABITAT



ÉCONOMIE



DÉPLACEMENTS



ENVIRONNEMENT



AGRICULTURE

Cachets et visas

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil municipal du 19.12.2017 arrêtant le Plan Local d'Urbanisme

Le Maire,



Partie 4 : Evaluation Environnementale et dispositif de suivi du PLU

SOMMAIRE

Préambule : Le motif d'Evaluation Environnemental du PLU de Fronton et les attentes du législateur	4
I. Un PLU soumis à Evaluation Environnementale à la demande de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale suite à la procédure d'examen "cas par cas"	5
II. Article R151-3 du Code l'Urbanisme : contenu du Rapport de Présentation du PLU soumis à évaluation environnementale	6
Chapitre 1 : Méthodologie de l'évaluation environnementale	7
Chapitre 2 : Articulation du PLU vis-à-vis des documents supérieurs avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte	12
I. Rapport de compatibilité	13
II. Rapport de prise en compte	14
III. Autres consultations utiles	15
IV. Compatibilité du PLU avec les prescriptions environnementales et paysagères du SCoT Nord Toulousain	16
V. Compatibilité du PLU avec le SDAGE Adour Garonne	17
VI. Prise en compte par le PLU du PGRI Adour-Garonne	22
VII. Prise en compte par le PLU du SRCE Midi-Pyrénées	24
Chapitre 3 : Synthèse des enjeux environnementaux révélés dans l'Etat Initial de l'Environnement et caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du PLU	27
I. Synthèse des enjeux environnementaux révélés dans l'état initial de l'environnement	28
II. Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par le PLU	29
Chapitre 4 : Incidences du PLU sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement et justification des mesures en faveur de leur préservation prises par le PLU	34
I. Les incidences sur la consommation des espaces naturels et agricoles et les mesures prises en faveur de leur préservation par le PLU	35
II. Les incidences du PLU sur la protection des boisements et les mesures prises en faveur de leur préservation par le PLU (évolution des EBC)	38
III. Les incidences sur la Trame Verte et Bleue et les mesures prises en faveur de leur préservation par le PLU	39
IV. Les incidences sur la protection du patrimoine paysager et les mesures prises en faveur de leur préservation par le PLU	45
V. Les incidences sur la protection de la ressource en eau et les mesures prises en faveur de leur préservation par le PLU	49
VI. Les incidences sur l'adaptation aux changements climatiques et les mesures prises en faveur de leur préservation par le PLU	51
VII. Les incidences sur la protection face aux risques et les mesures prises en faveur de leur préservation par le PLU	52
VIII. Les mesures prises par le PLU dans les OAP au sein des futurs secteurs d'aménagement	55
Chapitre 5 : Incidences du PLU sur les sites Natura 2000 et exposé des mesures d'évitement / réduction / compensation	61
Chapitre 6 : Les indicateurs retenus pour le dispositif de suivi de la mise en œuvre du PLU et de ses impacts sur l'environnement	62



Préambule : Le motif d'Evaluation Environnemental du PLU de Fronton et les attentes du législateur



I. Un PLU soumis à Evaluation Environnementale à la demande de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale suite à la procédure d'examen "cas par cas"



La commune de Fronton ne présentant pas de site Natura 2000 ni de secteur hautement vulnérable, son PLU a fait l'objet d'un examen au cas par cas par la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) qui dispose d'un délai légal de 2 mois pour transmettre ses conclusions, conformément à l'article R.104-28 du Code de l'Urbanisme.

Comme prévu par la législation, le dossier de saisine a été adressé à la MRAe suite au débat sur le PADD : le zonage, le règlement et le PADD étaient donc en cours d'écriture. Toutefois des éléments de travail ont pu être versés au dossier pour en faciliter l'appréciation.

→ Dossier d'examen au cas par cas du PLU de Fronton n°2016-2467, reçu par la MRAe le 21/07/2016 et mis en ligne sur son site Internet

→ A la lecture du dossier de saisine, la MRAe, dans son courrier du 19/09/2016, a demandé à la commune de Fronton de procéder à une Evaluation Environnementale complète de son PLU.

Voici en résumé les principaux points relevés dans le courrier de réponse de la MRAe :

- Le dossier de saisine d'examen "cas par cas" décrivant et motivant les potentiels impacts du projet de PLU en cours d'élaboration sur l'environnement est jugé complet et de qualité.
- Il est admis que la commune de Fronton ne présente pas de site à enjeux écologiques et paysagers majeurs.
- L'ampleur du projet tel que présenté dans le PADD débattu, bien que reprenant les perspectives du SCoT Nord Toulousain, est perçue comme ambitieuse et pose la question des impacts à venir sur l'environnement, d'autant que le dossier de saisine ne présentait pas d'éléments aboutis de traduction des choix du PADD (zonage, règlement, Orientation d'Aménagement et de Programmation).
- La localisation de certains projets d'urbanisation en périphérie de la ville, jugés à proximité de la Zone Naturelle d'Intérêt Faunistique et Floristique du Frontonnais ou encore des continuités écologiques communales et des zones pré-inventoriées comme potentiellement humides au niveau de l'échangeur autoroutier sont des motifs évoqués par la MRAe.

La commune de Fronton, assistée de l'Agence Technique Départementale de Haute-Garonne et du bureau d'études EVEN Conseil / CITADIA a initié une réunion de concertation avec les représentants de la MRAe, de la Direction Départementale des Territoires et le SCoT Nord Toulousain : elle s'est tenue le 17/11/2016 et a permis de s'accorder sur les attendus de l'Evaluation Environnementale prescrite par la MRAe en cours de mission d'élaboration du PLU.

II. Article R151-3 du Code l'Urbanisme : contenu du Rapport de Présentation du PLU soumis à évaluation environnementale



Au titre de l'évaluation environnementale lorsqu'elle est requise, le rapport de présentation :



1° Décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L.122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ;

→ **Figure dans ce présent livre 3 "Evaluation Environnementale" du Rapport de Présentation**



2° Analyse les perspectives d'évolution de l'état initial de l'environnement en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ;

→ **L'analyse détaillée est contenue dans le livre 2 "Etat Initial de l'Environnement" et des éléments de synthèse sont repris dans ce présent livre 3 "Evaluation Environnementale" du Rapport de Présentation**



3° Expose les conséquences éventuelles de l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L.414-4 du code de l'environnement ;

→ **Figure dans ce présent livre 3 "Evaluation Environnementale" du Rapport de Présentation**

4° Explique les choix retenus mentionnés au premier alinéa de l'article L.151-4 au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, ainsi que les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan ;

→ **L'analyse globale est contenue dans le livre 3 "Justification des choix" et des éléments importants sont repris dans ce présent livre 3 "Evaluation Environnementale" du Rapport de Présentation**



5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement ;

→ **Figure dans ce présent livre 3 "Evaluation Environnementale" du Rapport de Présentation**

6° Définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L. 153-27 et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévu à l'article L. 153-29. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;

→ **Figure dans ce présent livre 3 "Evaluation Environnementale" du Rapport de Présentation**

7° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

→ **Figure dans le livre 4 "Résumé non technique" du Rapport de Présentation**

Le rapport de présentation au titre de l'évaluation environnementale est proportionné à l'importance du plan local d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.

Chapitre 1 : Méthodologie de l'évaluation environnementale



1. Présentation du prestataire

Un groupement de 2 bureaux d'études a été missionné afin d'accompagner la commune de Fronton dans l'élaboration de son PLU :

- Citadia Conseil : mandataire -urbanistes et architectes – a eu en charge la production de l'ensemble des pièces du PLU et l'animation de la démarche projet (diagnostic socio-économique, élaboration des scénarios prospectifs, PADD, OAP, zonage, règlement, justification des choix dans le rapport de présentation) ;
- Even Conseil : cabinet constitué de paysagistes, environnementalistes et écologues, a pris en charge l'ensemble de la démarche d'évaluation environnementale tout au long de la procédure d'élaboration du PLU : formalisation de l'EIE, analyse environnementale des scénarios, intégration des problématiques environnementales dans le zonage et le règlement, définition et protection de la trame verte, analyse des incidences du projet sur l'environnement, formalisation de l'évaluation environnementale.

2. Intégration de l'évaluation environnementale dans le PLU, pilotage et concertation

Le PLU de Fronton était soumis à examen "au cas par cas" par la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) : cette dernière a demandé au cours de la phase de traduction règlementaire du PLU d'élaborer une évaluation environnementale complète.

Le PLU intégrant l'évaluation environnementale de ses choix s'est déroulé comme suit, de mars 2015 à juin 2017 :

- Réalisation du diagnostic et de l'état initial de l'environnement (EIE) + expression du PADD : l'EIE a été présenté en comité de pilotage, la concertation a permis d'associer les Personnes Publiques Associées à la démarche et une réunion publique s'est tenue avant le débat en Conseil Municipal
- Le PADD a été débattu en Conseil Municipal le 19/05/2016
- Dans la foulée, en mai 2016, la MRAe a été saisie dans le cadre de l'examen "au cas par cas" du PLU : la MRAe a remis son avis le **19/09/2016, demandant à la commune de Fronton de procéder à une Evaluation Environnementale complète de son PLU au motif d'un développement urbain jugé trop ambitieux bien qu'il respecte les orientations du SCoT Nord Toulousain.**
- La commune de Fronton, assistée de l'Agence Technique Départementale de Haute-Garonne et du bureau d'études EVEN Conseil / CITADIA a initié une **réunion de concertation spécifique à l'élaboration de l'évaluation environnementale complète, avec les représentants de la MRAe**, de la Direction Départementale des Territoires et le SCoT Nord Toulousain : elle s'est tenue le 17/11/2016 et a permis de s'accorder sur les attendus de l'Evaluation Environnementale prescrite par la MRAe en cours de mission d'élaboration du PLU.
- En parallèle, entre mai 2016 et juin 2017, le travail de traduction règlementaire du PADD s'est opéré : **l'évaluation environnementale déclenchée depuis septembre 2016 a permis de bonifier le zonage, le règlement et les OAP du PLU de Fronton.** Plusieurs réunions de travail ont été nécessaires, dont une **spécifique sur la traduction des Trames Vertes et Bleues ou encore sur l'inventaire Loi Paysage / L.151-19 ou -23** ont été planifiées. La concertation avec les Personnes Publiques Associées et la population ont enrichi les documents.

3. Démarche d'évaluation environnementale intégrée à l'élaboration du PLU



L'évaluation environnementale, rendue obligatoire par le décret du 27 mai 2005 relatif à l'évaluation des incidences des documents d'urbanisme sur l'environnement, permet d'intégrer, dès le début de l'élaboration du PLU, une réflexion poussée sur l'environnement, qui doit également se révéler force de propositions en termes de projet et de suivi des principes actés.

L'évaluation environnementale d'un PLU n'est pas une simple étude d'impact à vocation opérationnelle. L'objectif de la démarche a été d'évaluer un cadre global : la stratégie de développement du territoire, et non simplement une action (ou un ouvrage) unique et figée.

L'évaluation environnementale s'apparente à une analyse non technique permettant d'identifier la compatibilité entre des éléments déjà étudiés et connus, à savoir les enjeux environnementaux du territoire, et les orientations fixées pour son développement. Les outils ont donc eux aussi été adaptés : plus que des investigations techniques ciblées, la mission a requis une démarche de réflexion, d'analyse et de synthèse.

3.1. Elaboration de l'état initial de l'environnement

Il s'agit dans un premier temps de dresser un état initial de l'environnement stratégique, c'est-à-dire non encyclopédique mais visant les problèmes principaux pouvant se poser sur le territoire.

Ces études préalables permettent de dégager les atouts et faiblesses du territoire ainsi que les opportunités et menaces auxquels il est soumis, autour des différents axes thématiques et selon une approche transversale (identification des interactions entre les différentes thématiques). Il est ensuite possible d'identifier les enjeux thématiques auxquels le projet de PLU doit répondre.

- **Rôle de l'évaluation environnementale : Présentation des tendances observées constituant un « état zéro » de l'environnement, synthèse et hiérarchisation des enjeux constituant une base à l'élaboration du projet de PLU.**
- **La précision et la pertinence de l'étude sont directement liées au volume et à la qualité des informations qui ont pu être recueillies. Aussi la phase de collecte de données a-t-elle été traitée avec la plus grande attention.**

- **Un travail de synthèse et d'analyse a, dans un premier temps, porté sur les caractéristiques du territoire, identifiées à travers les différentes données à disposition du maître d'ouvrage (biodiversité, paysage, patrimoine, transports, assainissement, eau potable, énergies, déchets, ...).**

Des contacts ont également été pris avec les Personnes Publiques Associées et Consultées, notamment : le syndicat de Rivière de la CCTGV qui est également concernée par le cours d'eau du Verdure, l'association Arbres et Paysages, les services de la DDT (CIZI, zones humides, ...), le Conseil Départemental de Haute-Garonne (zones humides), le CAUE, l'office de tourisme, les représentants de la profession viticole (terroir du Frontonnais), ... soit par le biais d'entretiens soit dans le cadre de réunions de concertation.

Des investigations de terrain ont également été menées pour la production d'un EIE connecté aux réalités locales.

3.2. Participation au PADD et présentation du dossier d'examen "cas par cas"

Le bureau d'études Even Conseil a apporté son expertise sur chacun des scénarios de développement urbain élaborés dans le cadre du PLU par Citadia avec les élus et techniciens de Fronton. De plus la réceptivité du territoire a été passée au crible des problématiques environnementales et paysagères.

L'ensemble des réflexions durant les phases EIE et scénarios ont contribué à l'écriture du document stratégique qu'est le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), rédigé de façon conjointe entre l'équipe « évaluation environnementale » et l'équipe d'urbanistes chargée de l'élaboration du PLU.

- **Rôle de l'évaluation environnementale : Aider à la décision du choix du scénario et de la sélection des sites de projet en intégrant dans la réflexion les enjeux environnementaux, avant le débat sur le PADD en Conseil Municipal.**
- **Premier temps de l'évaluation environnementale : l'examen au "cas par cas" qui s'est matérialisé par la rédaction d'un dossier de saisine soumis à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale suite au débat des élus sur le PADD.**

3.3. Participation à la traduction réglementaire du projet et préparation de l'évaluation environnementale

Cette phase de travail a eu pour objectif de traduire les enjeux environnementaux dans le zonage et le règlement, notamment à travers la définition de la trame verte et bleue du PLU ou encore la prise en compte des enjeux liés à la gestion de la ressource en eau.

Les secteurs dédiés au développement de la ville et identifiés dès la phase d'élaboration des scénarios prospectifs font l'objet, dans le PLU, de projets qui sont précisés à travers les OAP réalisées par Citadia. Chacune d'entre elle aborde les principes d'urbanisation du site ainsi que les grandes intentions en matière d'habitat, de déplacements ou encore de traitement paysager et d'espaces publics. Un cadrage environnemental et paysager mis en œuvre par Even, à partir d'investigation de terrain et sur la base des enjeux de l'état initial de l'environnement a apporté une plus-value à la composition des aménagements. Le travail de co-écriture s'est déroulé de manière itérative et concertée entre les bureaux d'études, le Maître d'Ouvrage et les partenaires tels que les gestionnaires des réseaux.

- ***Rôle de l'évaluation environnementale : Bonifier le zonage, le règlement et les OAP en intégrant des principes prescriptifs environnementaux et paysager***
- ***Dès le commencement de la traduction réglementaire le Maître d'Ouvrage a lancé une étude d'assainissement et une étude du pluvial pour s'assurer que les choix étaient compatibles avec la gestion de la ressource en eau***
- ***La carte de préfiguration des Trames Vertes et Bleues réalisée durant l'EIE a été affinée et traduite sur le plan de zonage.***
- ***Un inventaire au titre de la Loi Paysage / L.151-19 ou -23 a été réalisé.***
- ***Les OAP ont été renforcées grâce au travail de pré-cadrage environnemental et paysager : des principes de valorisation de scénographies (vues sur les Pyrénées, perspectives monumentales) ont été introduits dans la composition de l'aménagement, des principes de végétalisation et de gestion du pluvial ont été intégrés, ...***
- ***L'ensemble des pièces produites par Citadia (zonage, règlement, OAP finalisées) ont été passées au crible des thématiques du développement durable.***

3.4. Analyse des incidences du PLU et formalisation de l'évaluation environnementale

Cette phase de travail a eu pour objectif d'évaluer le niveau de traduction des enjeux environnementaux dans le zonage, le règlement et les OAP.

L'objectif de cette analyse est de préciser les pressions additionnelles sur le milieu, consécutives à la mise en œuvre du document d'urbanisme. Cependant, le PLU étant un document de planification et non un projet opérationnel, toutes les incidences sur l'environnement ne sont pas connues précisément à ce stade, et seules les études d'impact propres à chaque projet traiteront dans le détail des effets sur l'environnement. L'objectif est donc ici de cibler les secteurs à fort enjeu que les futures études d'impact devront particulièrement prendre en compte, en fonction des grands équilibres du territoire et des exigences de leur préservation.

L'analyse des incidences du PLU est effectuée en confrontant la politique de développement programmée (orientations du PADD) et la traduction réglementaire qui en découle (zonage, inscriptions graphiques, règlement...) à chacun des thèmes analysés dans la présentation de l'état initial de l'environnement (milieux naturels, paysages, choix énergétiques...), et du niveau de sensibilité qu'il présente.



Il s'agit d'identifier les conséquences du développement attendu sur le territoire et les impacts négatifs possibles sur l'environnement. Ces incidences peuvent être liées à des pressions déjà existantes sur le territoire, mais qui se trouveront accentuées par la mise en œuvre du projet de PLU ou bien à des pressions nouvelles découlant de la stratégie adoptée. Le projet adopté pouvant, soit mettre en valeur l'environnement, soit le préserver, et voire même dans certains cas participer à sa restauration, les incidences positives du document.



- *Rôle de l'évaluation environnementale : Formalisation des incidences positives et négatives au regard de la précision du projet, proposition de mesures compensatoires à envisager dans le cadre de la mise en œuvre du PLU.*
- *L'« approche thématique » permet d'apprécier la portée des actions du PLU sur l'ensemble des problématiques environnementales générales, traitées dans l'état initial de l'environnement (patrimoine naturel, paysage, gestion de la ressource en eau, risques, nuisances, énergie et qualité de l'air).*
- *Elle est ensuite complétée par une « approche spatialisée » qui se concentre sur les sites concernés par une évolution significative de leurs caractéristiques avec la mise en œuvre du PLU. Cette étape s'applique à quantifier la transformation des zones impactées, à partir du croisement des caractéristiques et de la vulnérabilité du site avec les caractéristiques projetées de l'aménagement envisagé.*
- *Cette analyse a permis de pointer du doigt les principales sensibilités environnementales de chacun des sites de projet et d'opérer les premiers arbitrages sur les choix d'aménagement, considérant notamment la fragmentation des espaces (secteurs situés en extension ou en renouvellement) et de l'impact sur des éléments identifiés de la TVB.*
- *Afin de faciliter la compréhension rapide des impacts de chaque projet, les analyses sont présentées de façon synthétique au sein de plusieurs tableaux d'analyse, pour chaque OAP.*

Chapitre 2 : Articulation du PLU vis-à-vis des documents supérieurs avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte



I. Rapport de compatibilité

Niveau d'articulation	Document	Articulation du PLU de Fronton avec :	Renvois aux autres pièces du dossier
Compatibilité	Le Schéma de Cohérence Territoriale	SCoT Nord Toulousain*	
Compatibilité	Les dispositions particulières aux zones de montagne et au littoral prévues aux articles L.145-1 à L.146-9	<i>Non concerné</i>	
Compatibilité	Les dispositions particulières aux zones de bruit des aéroports prévues aux articles L.147-1 à L.147-8	<i>Non concerné</i>	
Compatibilité	Le schéma directeur de la région d'Ile-de-France	<i>Non concerné</i>	
Compatibilité	Les schémas d'aménagement régional de la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, Mayotte et La Réunion	<i>Non concerné</i>	
Compatibilité	Le plan d'aménagement et de développement durable de Corse	<i>Non concerné</i>	
Compatibilité	Les chartes des parcs naturels régionaux et des parcs nationaux	<i>Non concerné</i>	
Compatibilité	Les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux	SDAGE Adour Garonne*	<i>Voir EIE + justification des choix + incidences sur l'environnement</i>
Compatibilité	Les objectifs de protection définis par les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux	SAGE Vallée de la Garonne*	<i>Voir EIE + justification des choix + incidences sur l'environnement</i>
Compatibilité	Les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par les Plans de Gestion des Risques d'Inondation pris en application de l'article L.566-7 du code de l'environnement, ainsi qu'avec les orientations fondamentales et les dispositions de ces plans définies en application des 1° et 3° du même article L.566-7, lorsque ces plans sont approuvés	PGRI Adour-Garonne à l'étude (non approuvé)*	<i>Voir EIE + justification des choix + incidences sur l'environnement</i>
Compatibilité	Les directives de protection et de mise en valeur des paysages	<i>Non concerné</i>	

*Les documents, plans et programmes identifiés ci-dessus font l'objet d'un développement dans les pages suivantes.

EIE = Etat Initial de l'Environnement

II. Rapport de prise en compte

Niveau d'articulation	Document	Articulation du PLU de Fronton avec :	Renvois aux autres pièces du dossier
Prise en compte	Les Schémas Régionaux de Cohérence Ecologique	SRCE ex-Midi-Pyrénées*	Voir EIE + justification des choix + incidences sur l'environnement
Prise en compte	Les Plans Climat-Energie Territoriaux	PCET ex-Midi-Pyrénées	
Prise en compte	Les schémas régionaux de développement de l'aquaculture marine	Non concerné	
Prise en compte	Les programmes d'équipement de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements et services publics :		Voir diagnostic + justification des choix
	Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire	SRADDT d'ex-Midi-Pyrénées de 2009-2020	
	Programme de développement et de modernisation des itinéraires routiers	PDMI d'ex-Midi-Pyrénées	
	Schéma Régional Véloroutes et Voies Vertes	SRVRVV d'ex-Midi-Pyrénées	
	Schéma Départemental d'Accueil et d'Habitat des Gens du Voyage	SDAHGV de Haute-Garonne	
	Charte de Pays	Non concerné	
Prise en compte	Les Schémas Départementaux / Régionaux des Carrières	SDC de Haute-Garonne	Pas de carrière en activité sur la commune

*Les documents, plans et programmes identifiés ci-dessus font l'objet d'un développement dans les pages suivantes.

EIE = Etat Initial de l'Environnement

III. Autres consultations utiles



Consultation d'autres documents (en plus de ceux précédemment cités) au titre de l'Evaluation Environnementale			
Niveau d'articulation	Document	Articulation du PLU de Fronton avec :	Renvois aux autres pièces du dossier
Consultation	Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie	SRCEA ex-Midi-Pyrénées de 2011	Territoire marginalement concerné et document pris en compte dans le SCoT : n'appelle pas de développement particulier
Consultation	Schéma Régional de Raccordement au Réseau des Energies Renouvelables	SRRREnR ex-Midi-Pyrénées de 2013	Territoire marginalement concerné et document pris en compte dans le SCoT : n'appelle pas de développement particulier
Consultation	Plan Régional de Soutien à la Production d'Energies Renouvelables	PRSPEnR ex-Midi-Pyrénées de 2011	Territoire marginalement concerné et document pris en compte dans le SCoT : n'appelle pas de développement particulier
Consultation	Agendas 21	Non concerné	
Consultation	Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés	PDEDMA de Haute-Garonne	
Consultation	Plan Régional ou interrégional de Prévention et de Gestion des Déchets Dangereux	PREDD ex-Midi-Pyrénées de 2006 (projet 2008 non validé)	Territoire marginalement concerné et document pris en compte dans le SCoT : n'appelle pas de développement particulier
Consultation	Plan Départemental ou interdépartemental de Prévention et de Gestion des Déchets Issus de Chantiers du Bâtiment et des Travaux Publics	Plan BTP de Haute-Garonne	

*Les documents, plans et programmes identifiés ci-dessus font l'objet d'un développement dans les pages suivantes.

EIE = Etat Initial de l'Environnement

IV. Compatibilité du PLU avec les prescriptions environnementales et paysagères du SCoT Nord Toulousain



Tous les éléments figurent dans le livre des justifications des choix du PLU (livre 3 du Rapport de Présentation), au chapitre 6, dans un tableau de synthèse global qui traite de toutes les orientations du SCoT.

Voir la partie « justifications des choix du PLU » (livre 3 du Rapport de Présentation) pour l'analyse détaillée

- *Le PLU de Fronton est compatible avec les objectifs environnementaux et paysagers du SCoT Nord Toulousain.*

V. Compatibilité du PLU avec le SDAGE Adour Garonne

Créé par la loi de 1992, et modifié par la Directive Cadre Eau de 2000, le Schéma Directeur d'Aménagement des Eaux (SDAGE) fixe pour les grands bassins hydrographiques des orientations pour une gestion équilibrée de la ressource en eau. Il définit de manière générale, les grands objectifs de qualité et de quantité des eaux pour atteindre un bon état général des eaux d'ici à 2021.

Toute décision administrative dans le domaine de l'eau doit ainsi être compatible avec le document, les décisions touchant aux autres domaines doivent le prendre en compte.

La ville de Fronton appartient au bassin hydrographique de l'Adour-Garonne, dont le SDAGE a été approuvé le 1er décembre 2015 pour la période 2016-2021.

Il définit pour cette période six orientations dont 5 trouvent une traduction dans le PLU et sont par conséquent affichées dans le PADD (l'objectif A du SDAGE étant exclusivement consacré à la définition d'une bonne gouvernance dans le domaine de l'eau).

Le présent chapitre reprend l'ensemble des orientations du SDAGE concernées et explique de quelle manière le PLU de Fronton y répond.

EIE = Etat Initial de l'Environnement, PADD = Projet d'Aménagement et de Développement Durables, OAP = Orientation d'Aménagement et de Programmation, EBC = Espace Boisé Classé, N/Np/A ... = renvoient aux noms des zones naturelles et agricoles du PLU

Objectif A : Créer les conditions favorables à une bonne gouvernance	
Contenu	Traduction dans le PLU
<p>Il s'agit entre autre de mobiliser davantage les acteurs locaux et favoriser leur organisation, de poursuivre la dynamique amorcée depuis 10 ans pour la mise en œuvre de dispositifs de gestion intégrée et de faire participer le public (sensibilisation...).</p>	<p><i>Hors champ d'action direct du PLU de Fronton.</i></p>



Objectif B : Réduire l'impact des activités sur les milieux aquatiques

Contenu	Traduction dans le PLU
<p>Il s'agit notamment d'agir sur les rejets issus de l'assainissement collectif ainsi que ceux de l'habitat et des activités dispersées, en limitant les risques de pollutions par temps de pluie et en réduisant les rejets industriels et domestiques.</p>	<p><u>Gestion de l'assainissement</u></p> <p>Le PADD du PLU de Fronton impose de privilégier la mise en œuvre de l'assainissement collectif (en lien avec la révision du Schéma Communal d'Assainissement conjointement à l'élaboration du PLU) dans les nouveaux projets d'aménagement et dans les secteurs d'extension prioritaire du réseau collectif (contrôle et réhabilitation des installations autonomes), ce qui devrait permettre d'optimiser les infrastructures et de limiter les pressions urbaines sur la ressource en eau.</p> <p>Cette ambition est traduite dans le PLU. Ainsi la plupart des secteurs d'OAP sont reliés au réseau d'assainissement collectif. L'article 9 favorise le raccordement à l'assainissement collectif de toutes les zones constructibles et règlemente également l'assainissement autonome des secteurs qui ne sont pas raccordés à ce jour : en l'absence d'un réseau collectif, les constructions ou installations nouvelles doivent être implantées sur une surface suffisante pour permettre la mise en place d'un système d'assainissement autonome conforme aux réglementations en vigueur. Cette mesure devrait permettre de limiter les pollutions générées par les installations autonomes.</p> <p><u>Gestion du pluvial</u></p> <p>Le PADD du PLU de Fronton met en avant la nécessité d'aménager de nouveaux quartiers résidentiels de qualité environnementale, guidés par l'innovation et l'expérimentation, notamment en ce qui concerne la gestion des eaux pluviales. Il s'agira ainsi de gérer ces eaux au sein des opérations et d'éviter voire supprimer leur rejet dans les réseaux publics, ce qui aura pour conséquence une réduction des risques de débordement de ces réseaux par temps de pluie, et des risques de pollution qui en découlent.</p> <p>L'article 9 du règlement vise ainsi à prendre en compte les dispositions mentionnées au schéma pluvial en annexe du présent PLU en garantissant, dans les nouvelles opérations d'aménagement, l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collecteur. En l'absence de réseau, ou en cas de réseau insuffisant, les aménagements nécessaires à la gestion des eaux pluviales sont à la charge exclusive du constructeur ou de l'aménageur qui devra réaliser les dispositifs adaptés autorisant l'infiltration, la rétention et l'évacuation des eaux de pluies vers un exutoire naturel ou le réseau collectant ces eaux. De la même façon, toute construction ou installation nouvelle ne devra pas avoir pour conséquence d'accroître les débits d'eaux pluviales par rapport à la situation résultant de l'état actuel d'imperméabilisation des terrains.</p> <p>Par ailleurs, le règlement impose au-delà de la réglementation liée à la gestion des eaux pluviales domestiques une gestion des eaux de ruissellement collectées sur les aires de stationnement (hors voirie de plus de 10 emplacements). Elles devront faire l'objet d'un prétraitement avant tout rejet dans le réseau collecteur ou le milieu superficiel. Cette disposition ne s'applique pas aux aires de stationnement prolongeant la chaussée avant accotement.</p>



Objectif C : Gérer durablement les eaux souterraines, préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et humides	
Contenu	Traduction dans le PLU
Gérer durablement les eaux souterraines	<p>Le PADD affirme la volonté de limiter les risques d'altération des eaux des nappes et cette ambition est traduite dans le règlement du PLU et à travers les choix de zonage.</p> <p>Le zonage limite fortement l'enveloppe à l'intérieur de laquelle l'urbanisation est amenée à se développer et protège ainsi 88,6% du territoire communal en zones agricoles et naturelles. Les zones urbaines sont pensées de manière à privilégier le raccordement à l'assainissement collectif, afin de concentrer les effluents pour en optimiser le traitement avant rejet dans le milieu naturel et réduire ainsi les risques de pollutions domestiques.</p> <p>Par ailleurs, le PLU limite l'imperméabilisation des sols des secteurs constructibles en obligeant le maintien de surfaces non bâties à gérer en espaces végétalisés (règlement du PLU et orientations des OAP).</p>
Gérer, entretenir et restaurer les cours d'eau	<p><i>La gestion des cours d'eau n'entre pas directement dans le champ d'action du PLU.</i></p> <p>Toutefois, le PADD de Fronton et sa traduction réglementaire mettent en lumière la nécessité de préserver la Trame Verte et Bleue liée aux cours d'eau et aux milieux agro-naturels qui leur sont directement associés (prairies, boisements alluviaux, ripisylves, ...). Le PLU mobilise les outils qui lui sont sien, à savoir garantir la protection de ces milieux fragiles, comme indissociable d'une politique de gestion qui est déjà menée sur le territoire. Le Verdure et les autres cours d'eau sont protégés par des protections strictes (Np, N, EBC, Loi Paysage / L.151-23) afin d'en préserver les composantes structurantes et fonctionnelles.</p> <p>Dans les OAP, la composition des aménagements des zones de projet intègre des principes de végétalisation et de gestion des ruissellements en lien avec les cours d'eau et les fossés situés dans les zones AU ou à proximité immédiate.</p>
Préserver, restaurer et gérer les milieux aquatiques à forts enjeux environnementaux	<p><i>La commune de Fronton ne présente aucun cours d'eau classé dans les listes du SDAGE.</i></p> <p>Le SIE Adour Garonne ne mentionne que le Rieu Tort (pointe Sud-Ouest de la commune) comme masse d'eau "rivière" pour la commune de Fronton : il s'agit d'un ruisseau mineur sur le territoire. Les fiches d'analyse du SIEAG indiquent que son état est dégradé et que le bon état global devrait être retrouvé d'ici 2027. Le Ruisseau Saint-Jean, en limite communale Sud-Ouest, est englobé dans le périmètre du SAGE Vallée de la Garonne, mais il n'est pas identifié comme masse d'eau par le SIEAG.</p> <p>Bien que le Verdure soit un cours d'eau majeur pour la commune, il n'est pas identifié comme masse d'eau par l'Agence de l'Eau Adour Garonne. Toutefois l'Etat Initial de l'Environnement du PLU fait un zoom sur ce cours d'eau. Il est considéré dans le PLU comme le cours d'eau majeur avec les plus forts enjeux environnementaux, paysagers et patrimoniaux, ainsi que des enjeux liés aux risques.</p> <p>Le Verdure est protégé dans le PLU par des protections strictes (Np, N, EBC, Loi Paysage / L.151-23). Le PLU porte par ailleurs un projet de valorisation du Verdure, dorsale structurante qui traverse le bourg et qui représente une aménité paysagère et un élément fort du patrimoine naturel de la commune. Il fait l'objet d'une zone NL et AUL de développement des activités touristiques et récréatives. Consciente de la fragilité de ce milieu, la commune a fait le choix de contraindre les aménagements envisagés par un règlement et des principes d'OAP respectueux du cadre environnemental.</p>



Préserver, restaurer les continuités écologiques des cours d'eau

Le PLU de Fronton a posé les bases de la réflexion de la Trame Verte et Bleue au regard des orientations du SRCE et du SCoT Nord Toulousain, complété par l'inventaire des Zones Humides du Département ainsi que des études de terrain. L'Etat Initial de l'Environnement dresse la carte des Trames Vertes et Bleues de la commune de Fronton et les travaux sont repris dans le PADD : L'ensemble des cours d'eau qui parcourent le territoire communal constituent des corridors écologiques qui doivent être maintenus. La traduction réglementaire du PLU met en perspective cette orientation en protégeant les continuités écologiques des cours d'eau et des zones humides par des protections strictes (Np, N, EBC, Loi Paysage / L.151-19 ou -23).

Le PLU, par ses prescriptions, contribue à faire respecter les différents espaces de fonctionnalité des milieux aquatiques et identifie clairement les réservoirs de biodiversité pour les milieux humides et aquatiques à son échelle (zones humides, cours d'eau et leurs continuités latérales / longitudinales).

Objectif D : Assurer une eau de qualité pour des activités et usages respectueux des milieux aquatiques

Contenu	Traduction dans le PLU
La garantie d'une alimentation en eau potable en qualité et en quantité	<p>Il peut être souligné que le nouveau projet réduit de manière importante les espaces ouverts à l'urbanisation par rapport au précédent PLU et maîtrise mieux l'étalement urbain ce qui aura des effets bénéfiques sur la disponibilité de la ressource pour la consommation en eau potable sur la commune.</p> <p>La ressource en eau potable est suffisamment disponible et de bonne qualité pour répondre aux besoins futurs générés par le scénario du PLU.</p>
L'amélioration de la performance des réseaux d'adduction d'eau potable	<p><i>La gestion du réseau d'adduction d'eau potable n'entre pas directement dans le champ d'action du PLU. Elle incombe aux organismes gestionnaires compétents.</i></p> <p>Toutefois il peut être rappelé que les choix du PLU se sont coordonnés avec la politique d'eau potable mise en œuvre par la Communauté de Communes du Frontonnais qui a la compétence Eau. Les capacités des réseaux AEP ont été considérées en amont des choix d'urbanisme.</p>
La sécurisation de l'approvisionnement en eau potable	<p><i>La stratégie d'approvisionnement en eau potable et sa sécurisation n'entrent pas directement dans le champ d'action du PLU. Elles incombent aux organismes gestionnaires compétents.</i></p> <p>L'eau potable utilisée pour les habitants de Fronton provient de l'usine de traitement de Saint-Caprais (hors commune) et sa gestion est assurée par le Syndicat de Syndicats de Production d'Eau Potable des Vallées Save Hers Girou et des Coteaux de Cadours.</p>



Objectif E : Maîtriser la gestion quantitative de l'eau dans la perspective du changement climatique

Contenu	Traduction dans le PLU
<p>La gestion quantitative équilibrée de la ressource en eau est un enjeu majeur pour le bassin Adour-Garonne qui connaît régulièrement des étiages sévères et qui présente simultanément de forts risques d'inondation.</p> <p>La réduction des déficits quantitatifs doit notamment passer, d'après le SDAGE, par une gestion rationnelle et économe de l'eau.</p>	<p><u>Gestion quantitative des usages de l'eau</u></p> <p><i>La gestion quantitative de la ressource en eau n'entre pas directement dans le champ d'action du PLU. Elle incombe aux organismes gestionnaires compétents.</i></p> <p>Néanmoins, le PLU participe à cet effort global en maîtrisant le rythme de développement urbain, en lien avec les besoins en eau potable. En revanche, les actions du PLU ne permettent pas d'agir sur les besoins en eau pour l'irrigation.</p> <p><u>Prise en compte du risque inondation</u></p> <p>Le PLU de Fronton limite le risque d'inondation (Verdure) par le maintien et la préservation des zones naturelles et agricoles utiles à l'épandage des crues. Parallèlement, le PLU maîtrise l'urbanisation et notamment les aménagements en bordure du Verdure, par la mise en place d'une occupation du sol adaptée. Par ailleurs, la protection de la végétation existante qui permet de réguler les ruissellements sans pour autant constituer d'obstacle (boisements en amont ou en surplomb des berges des cours d'eau) prévue dans le PLU (zones Np, N, EBC) contribue à la réduction de l'aléa.</p> <p>Le PLU assure également la sécurité des populations vis-à-vis du risque de ruissellement urbain : en agissant sur la maîtrise de l'imperméabilisation des sols, en encourageant la rétention à la parcelle et en menant les travaux nécessaires sur le réseau, il concourt à contrôler et limiter les débordements dans les zones urbaines et à ne pas aggraver les débordements des cours d'eau exutoires du réseau pluvial.</p>

Objectif F : Privilégier une approche territoriale et placer l'eau au cœur de l'aménagement du territoire

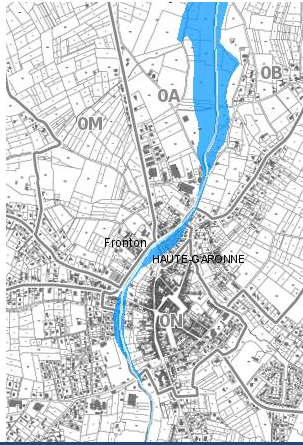
Contenu	Traduction dans le PLU
<p>L'atteinte de cet objectif passe notamment par la conciliation des politiques de l'eau et celles de l'aménagement du territoire, et plus particulièrement par l'intégration des différentes facettes des enjeux de l'eau dans les projets d'urbanisme et d'aménagement du territoire. Pour cela, le SDAGE impose aux collectivités de mettre en œuvre des techniques alternatives pour la gestion des eaux de ruissellement afin de favoriser la recharge des nappes.</p>	<p>Comme démontré ci-avant, cet objectif est largement repris dans le PLU de Fronton qui prévoit son intégration dans le cadre des projets de développement urbain : limitation de l'imperméabilisation des sols par le maintien de surfaces non bâties, d'espaces naturels et d'espaces agricoles.</p> <p>Le PLU s'est attaché à proposer une urbanisation cohérente avec les capacités des collectivités à assainir les effluents (priorisation du développement dans les secteurs raccordés à l'assainissement collectif, révision du zonage d'assainissement comme préalable nécessaire à la réflexion sur la planification de l'urbanisme, étude pluviale engagée, ...).</p>

➤ *Le PLU de Fronton est compatible avec les orientations du SDAGE Adour Garonne 2016-2021.*

VI. Prise en compte par le PLU du PGRI Adour-Garonne

Le Plan de Gestion des Risques d'inondation Adour-Garonne (PGRI) est opposable depuis le 22 décembre 2015.

Il constitue le document de référence au niveau du Bassin pour les 6 ans à venir, qui permet d'orienter, et d'organiser la politique de gestion des risques d'inondation à travers 6 axes stratégiques (objectifs) et 48 dispositions associées. L'une des déclinaisons du PGRI est l'identification des Territoires à Risques Importants d'Inondation (TRI). **La commune de Fronton ne fait partie d'aucun des 18 TRI identifiés en tout dans le bassin Adour-Garonne.**

Orientations du PGRI	Traduction dans le PLU
1. Développer des gouvernances, à l'échelle territoriale adaptée, structurées, pérennes, et aptes à porter des stratégies locales et programmes d'actions permettant la mise en œuvre des objectifs 2 à 6 ci-dessous	<p><i>Hors champ d'action direct du PLU de Fronton.</i></p>
2. Améliorer la connaissance et la culture du risque inondation en mobilisant tous les acteurs concernés	<p>La commune de Fronton, bien que soumise à plusieurs risques naturels, ne dispose pas d'un Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN), sauf pour l'aléa "tassements" (PPRN de 2011).</p> <p>L'Etat Initial de l'Environnement du PLU révèle notamment que le territoire communal est parcouru par de nombreux ruisseaux et en particulier Le Verdure qui traverse le centre urbain. La zone inondable du Verdure a été déterminée à partir de la Cartographie Informatrice des Zones Inondables de la DREAL (CIZI). Ainsi, en l'absence de PPRI, l'atlas de la CIZI a été pris en compte dans les choix d'urbanisation du PLU.</p> 
3. Améliorer la préparation et la gestion de crise et raccourcir le délai de retour à la normale des territoires sinistrés	<p><i>Hors champ d'action direct du PLU de Fronton.</i></p>



4. Aménager durablement les territoires par une meilleure prise en compte des risques d'inondation dans le but de réduire leur vulnérabilité	<p>Le PLU de Fronton reporte sur le zonage des secteurs affectés par le risque d'inondation le périmètre correspondant de la CIZI et intègre dans le règlement des zones concernées les dispositions nécessaires pour que ce risque soit anticipé. Le PLU de Fronton limite le risque d'inondation (Verdure) par le maintien et la préservation des zones naturelles et agricoles utiles à l'épandage des crues. Parallèlement, le PLU maîtrise l'urbanisation et notamment les aménagements en bordure du Verdure, par la mise en place d'une occupation du sol adaptée.</p> <p>Le règlement du PLU assure également la sécurité des populations vis-à-vis du risque de ruissellement urbain : en agissant sur la maîtrise de l'imperméabilisation des sols, en encourageant la rétention à la parcelle et en menant les travaux nécessaires sur le réseau, il concourt à contrôler et limiter les débordements dans les zones urbaines et à ne pas aggraver les débordements des cours d'eau exutoires du réseau pluvial.</p>
5. Gérer les capacités d'écoulement et restaurer les zones d'expansion des crues pour ralentir les écoulements	<p>Dans l'objectif de réguler les écoulements liés aux ruissellements, le PLU de Fronton favorise l'infiltration des eaux à la parcelle et limite autant que possible les surfaces imperméabilisées (déclassement de zones initialement constructibles et redéfinition des zones U et AU, réglementation du coefficient d'emprise au sol et incitation à la végétalisation, maintien d'espaces libres végétalisés dans les OAP et en particulier dans les secteurs de projets proches du Verdure, ...).</p> <p>Par ailleurs, la protection de la végétation existante qui permet de réguler les ruissellements sans pour autant constituer d'obstacle (boisements en amont ou en surplomb des berges des cours d'eau) prévue dans le PLU (zones Np, N, EBC) contribue à la réduction de l'aléa inondation.</p>
6. Améliorer la gestion des ouvrages de protection	<p><i>Commune non concernée.</i></p>
18 Territoires à Risques Importants d'inondation identifiés dans le PGRI	<p><i>Commune non concernée.</i></p>

➤ Avec ses dispositions, le PLU de Fronton est compatible avec le PGRI et prend notamment en compte les Cartes Informatives des Zones Inondables.

VII. Prise en compte par le PLU du SRCE ex-Midi-Pyrénées

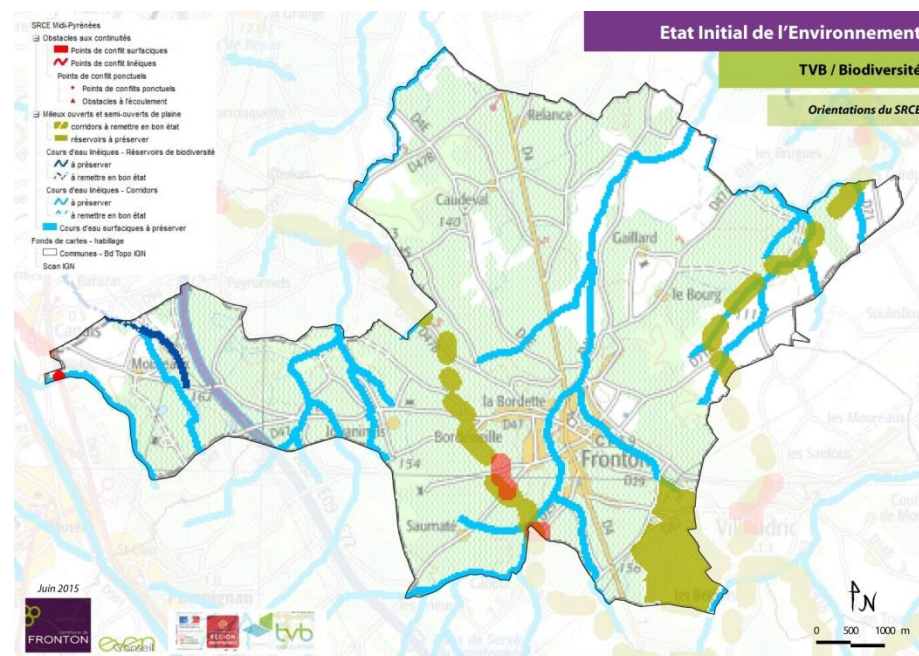
Le Schéma Régional des Continuités Ecologiques (SRCE) d'ex-Midi-Pyrénées approuvé le 19 décembre 2014 identifie les enjeux écologiques suivants pour Fronton :

SRCE Midi-Pyrénées	Fonction de réservoir	Fonction de corridor	Enjeux, orientations
Trame des milieux aquatiques et humides	OUI Rieu Tort (axe prioritaire du SDAGE pour les migrateurs amphihalins)	OUI La majorité des cours d'eau	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Garantir la qualité de l'eau ➤ Résorber les obstacles ➤ Maintenir les zones humides qui dépendent de ces cours d'eau
Trame des milieux ouverts de plaine	OUI Landes et friches du Frontonnais (ZNIEFF)	OUI 2 corridors paysagers : mosaïques agro-viticoles à l'Ouest du village et en limite Est de la commune	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Importance pour le Busard cendré (l'un des rares sites de nidification de la Haute-Garonne)
Éléments de fragmentation	➤ OUI : principalement les infrastructures, l'urbanisation (secteurs de Bordevieille, Gabalda, Pourradel)		

Ces éléments ont été pris en considération en amont de l'élaboration de la carte des Trames Vertes et Bleues du PLU de Fronton. D'autres approches ont été confrontées comme l'étude des dispositions du SCoT Nord Toulousain avec lesquelles le PLU doit être compatible, ainsi que des prospections de terrain pour valider ou invalider, grâce au contexte local appréhendé finement, les réservoirs et les corridors du SRCE.

Les cartes suivantes apportent des éléments sur la prise en compte du SRCE dans le PLU : les éléments validés à l'échelle du PLU et ceux qui ne sont pas retenus comme Trames Vertes et Bleues dans le PLU. A l'inverse, des éléments issus du SCoT n'apparaissent pas dans le SRCE : ils ont été intégrés dans le PLU.

Voir également la partie « évaluation des incidences du PLU sur la Trames Vertes et Bleues » développée dans la suite de ce document



- Toutes les Trames Vertes et Bleues du SRCE sont prises en compte dans le PLU de Fronton, qui va au-delà dans sa déclinaison locale des continuités écologiques.
- Les dispositions du PLU en faveur de la gestion de la ressource en eau permettent de préserver la Trame Bleue.

**TVB / Biodiversité**

Bilan SRCE + SCoT

La Trame Verte et Bleue du PLU de Fronton est traduite par des zones :

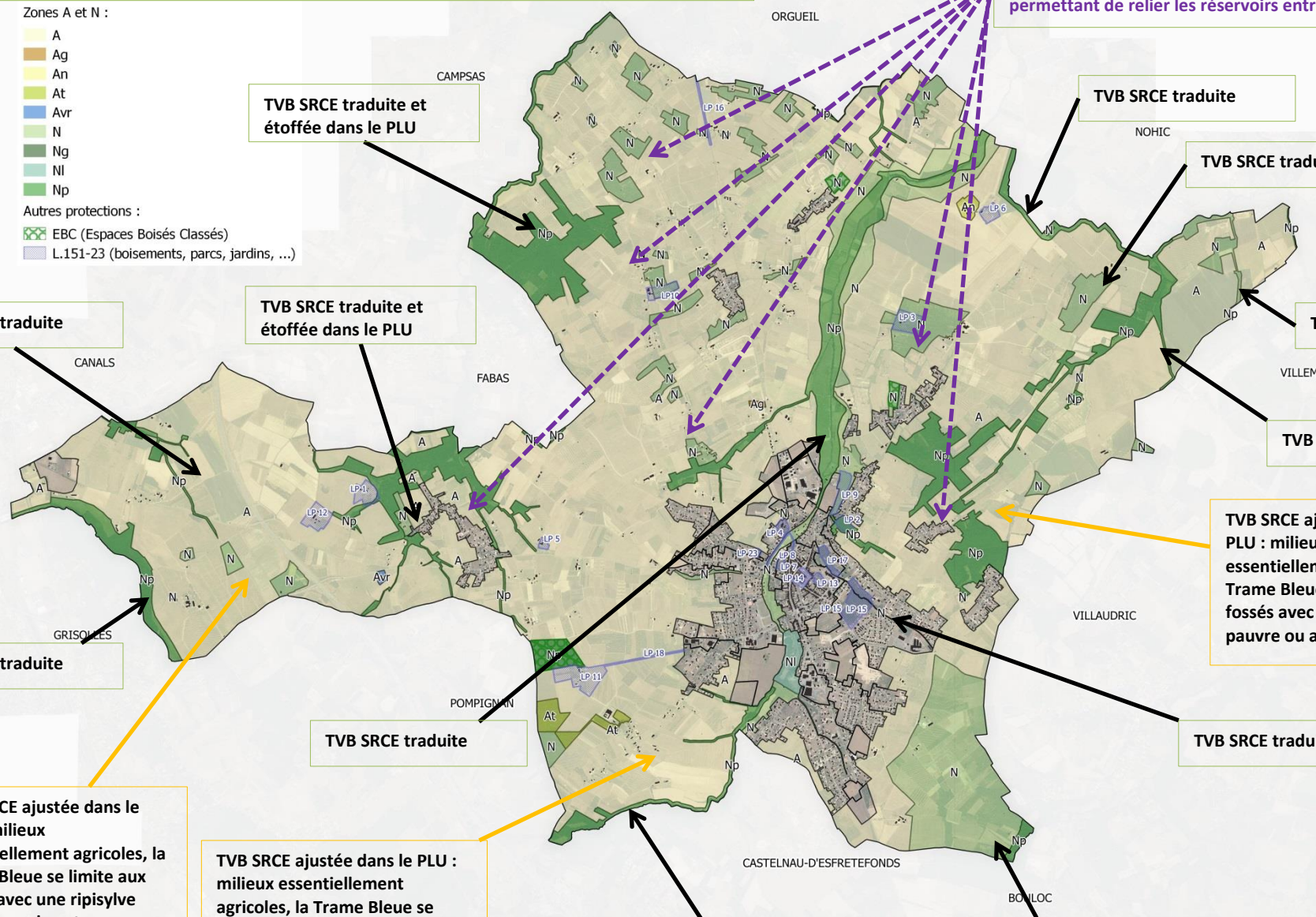
- N/Np en vert sur cette carte + EBC + Trame Loi Paysage L.151-23 (milieux boisés, Trame Bleue),
- A en jaune clair sur cette carte (milieux ouverts)

Zones A et N :

- A
- Ag
- An
- At
- Avr
- N
- Ng
- Ni
- Np

Autres protections :

- EBC (Espaces Boisés Classés)
- L.151-23 (boisements, parcs, jardins, ...)



Le PLU va au-delà du SRCE en identifiant les corridors de milieux ouverts et boisés d'intérêt local, permettant de relier les réservoirs entre eux

TVB SRCE traduite

TVB SRCE traduite

TVB SRCE traduite

TVB SRCE traduite

TVB SRCE ajustée dans le PLU : milieux essentiellement agricoles, la Trame Bleue se limite aux fossés avec une ripisylve pauvre ou absente

TVB SRCE traduite

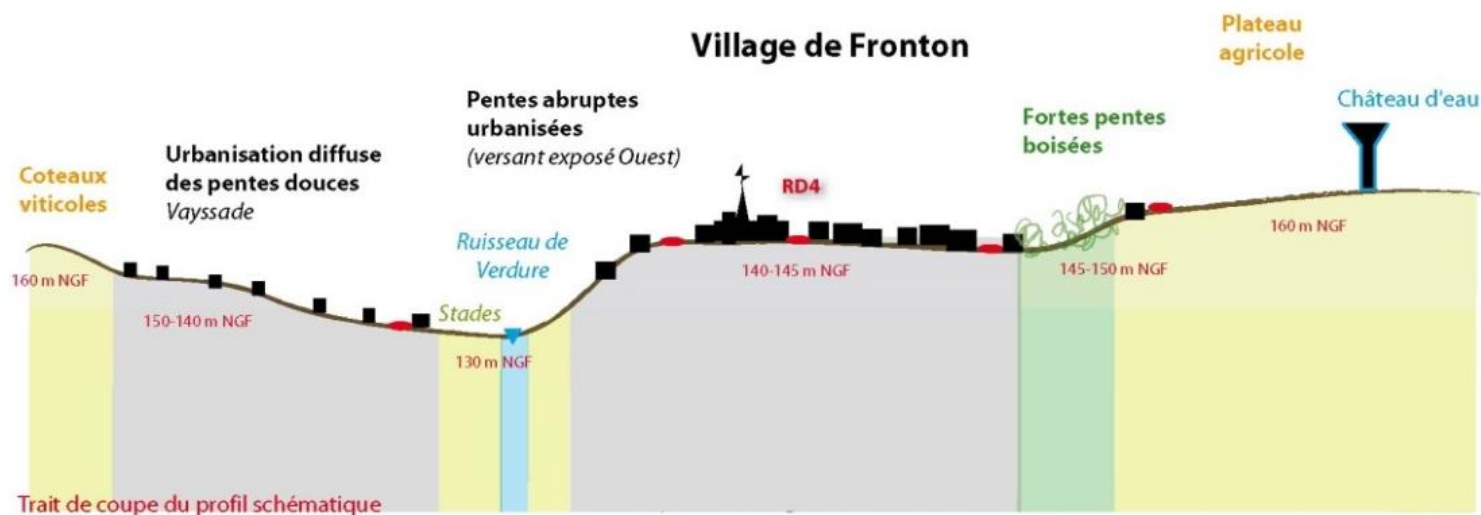
TVB SRCE traduite

TVB SRCE traduite

TVB SRCE ajustée dans le PLU : milieux essentiellement agricoles, la Trame Bleue se limite aux fossés avec une ripisylve pauvre ou absente

TVB SRCE ajustée dans le PLU : milieux essentiellement agricoles, la Trame Bleue se limite aux fossés avec une ripisylve pauvre ou absente

Chapitre 3 : Synthèse des enjeux environnementaux révélés dans l'Etat Initial de l'Environnement et caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du PLU



Juin 2015
even
Conseil

I. Synthèse des enjeux environnementaux révélés dans l'état initial de l'environnement

Le livre n°2 du Rapport de Présentation expose de manière plus détaillée l'état initial de l'environnement de Fronton. Pour rappel, voici les enjeux globaux, environnementaux et paysagers, révélés à l'issue des investigations préalables.



Résumé des enjeux en matière de consommation d'espace identifiés dans le diagnostic :

- Consommer moins de foncier que par le passé à développement équivalent (note : 6,5 ha consommés annuellement sur la période 2004-2015)

Résumé des enjeux en matière de paysage et de patrimoine identifiés dans l'état initial de l'environnement :

- Soutenir l'agriculture et la viticulture qui participent activement à la qualité du cadre de vie et à la composition des paysages
- Maîtriser et accompagner l'urbanisation pour qu'elle ne compromette pas la qualité du cadre de vie
- Requalifier les principales entrées de ville de Fronton
- Poursuivre les efforts de traitement paysager des franges urbanisées
- Poursuivre les efforts de valorisation du patrimoine et de l'identité locale

Résumé des enjeux en matière de biodiversité identifiés dans l'état initial de l'environnement :

- Protéger et valoriser les éléments définis dans la Trame Verte et Bleue locale : réservoir de milieux ouverts et boisés, cours d'eau et zones humides
- Restaurer les continuités les plus menacées

Résumé des enjeux en matière de la ressource en eau identifiés dans l'état initial de l'environnement :

- Poursuivre la lutte contre les pollutions diffuses menaçant la qualité des eaux de surfaces et des réserves souterraines (pollutions liées aux effluents domestiques, effluents industriels, effluents agricoles)
- Améliorer la qualité de la ressource en eau en particulier pour les cours d'eau les plus dégradés
- Protéger la vallée de Verdure (enjeux paysagers, écologiques), bien qu'il ne soit pas identifié dans les documents-cadres
- Protéger le réseau de petits cours d'eau (intérêt écologique, Trame Bleue)

Résumé des enjeux en matière de déchets identifiés dans l'état initial de l'environnement :

- Pas d'enjeux particuliers sur cette thématique

Résumé des enjeux en matière de sobriété énergétique identifiés dans l'état initial de l'environnement :

- Poursuivre les efforts de sobriété énergétique et développer les énergies renouvelables

Résumé des enjeux en matière de risques et pollutions identifiés dans l'état initial de l'environnement :

- Maîtriser l'urbanisation en amont des secteurs inondables, en surplomb des talwegs
- Prendre en compte les risques connus dans les projets d'aménagement

II. Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par le PLU



Ce chapitre spécifique s'intéresse uniquement aux secteurs identifiés comme les plus vulnérables. Les effets des choix du PLU en matière de l'environnement sont appréhendés de manière plus globale et thématique dans la suite de ce rapport.



Rappelons au préalable que la commune de Fronton ne présente pas d'enjeux environnementaux majeurs, ce qui justifiait le fait que le PLU n'était pas directement soumis à Evaluation Environnementale mais à un examen "cas par cas" par la Mission Régionale d'Autorité Environnementale. Cette commission a confirmé l'absence d'enjeux environnementaux majeurs et a prescrit une Evaluation du PLU avant son arrêt motivée par les choix de développement urbain de la commune.

Compte-tenu de ce contexte et au regard de l'analyse détaillée de l'état initial de l'environnement de Fronton, il apparaît trois secteurs pouvant être considérés comme des espaces vulnérables exposés aux effets des choix de développement du PLU :

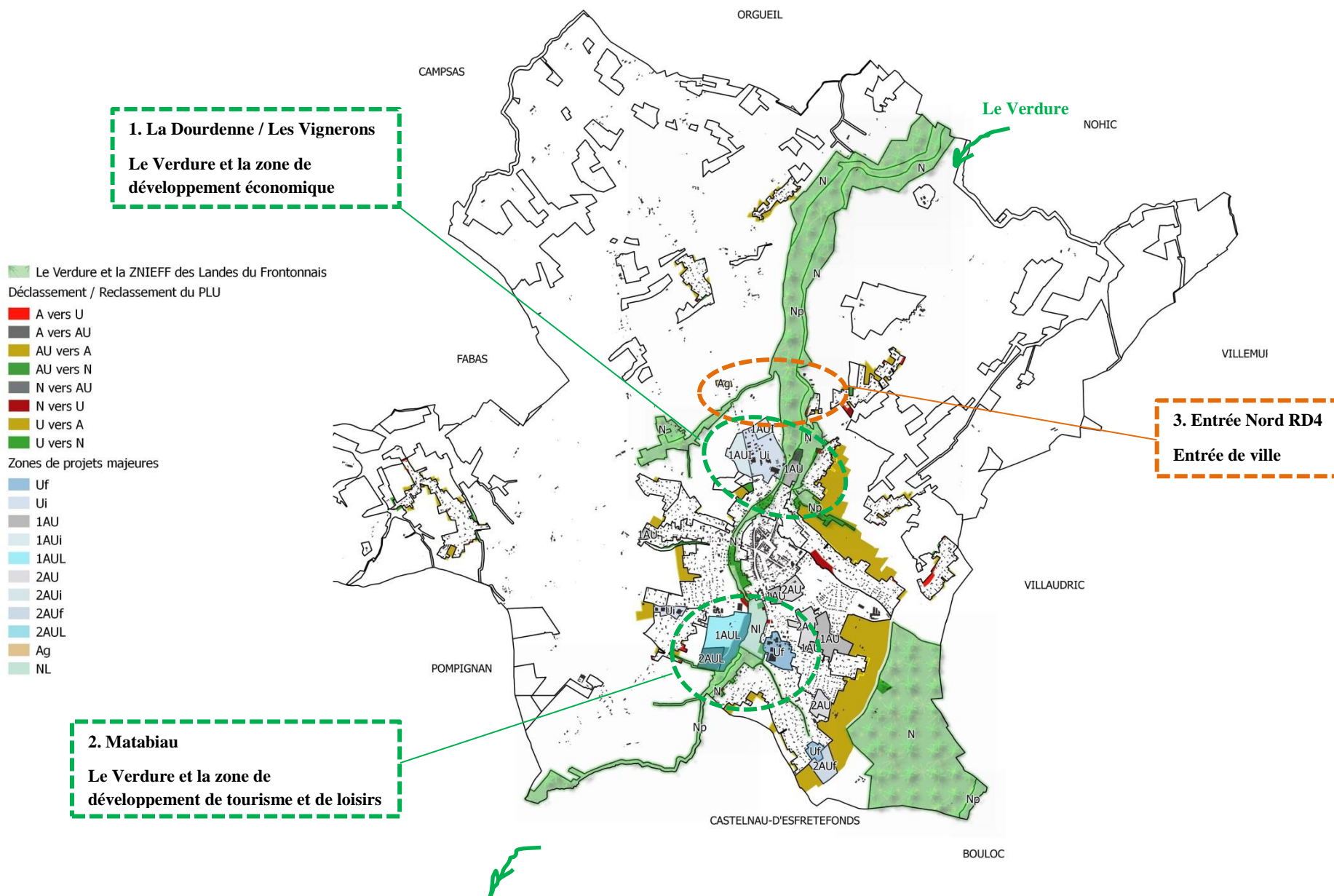
- Le secteur du Verdure, en lien avec les zones de projets d'urbanisation pour les activités économique à La Dourdenne (Ui, 1AUi) et en lien avec l'extension du quartier résidentiel des Vignerons (1AU) ;
- Le secteur du Verdure en lien avec le développement d'activités récréatives du Lac de Xeresa (NL, 1AUL, 2AUL) à Matabiau ;
- La lecture de l'entrée Nord de Fronton par la RD4, depuis Montauban, en lien avec le projet d'aire d'accueil des gens du voyage (Ag).

La ZNIEFF des Landes du Frontonnais ne faisant pas l'objet de projet de développement ni sur site, ni aux abords, est un espace fragile mais il n'est pas considéré ici comme un site susceptible d'être touché par les choix de développement du PLU.

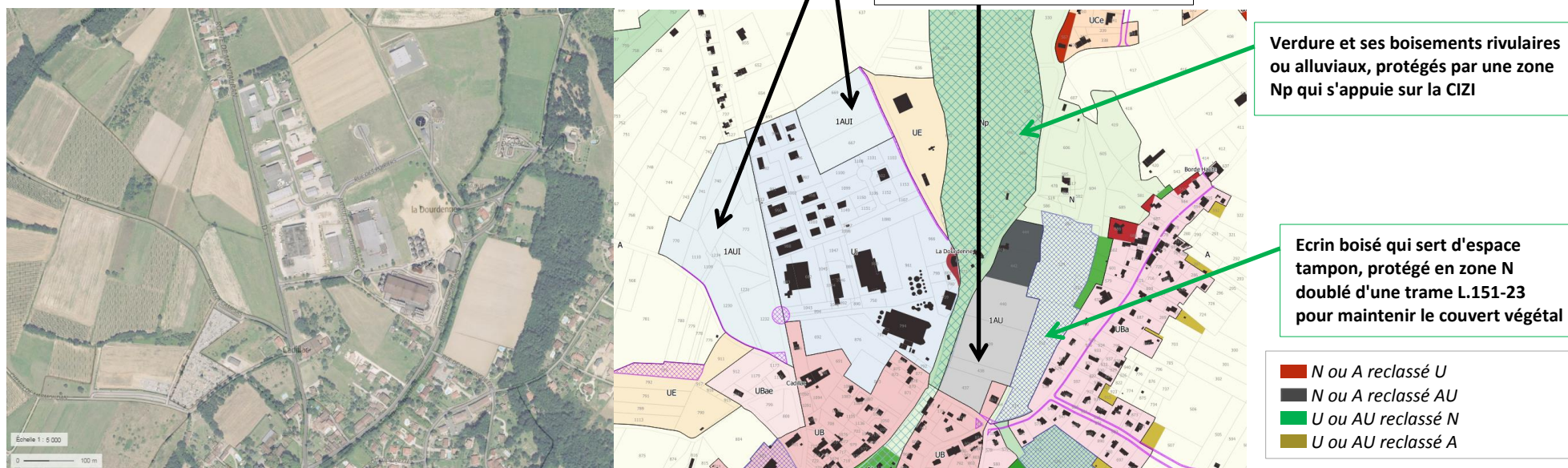
Pour plus de détails sur les projets du PLU, voir également la partie « Justification des choix du PLU » (livre 3 du Rapport de Présentation) Qui développe les choix relatifs aux zones du PLU et aux secteurs couverts par les OAP.

Voir également la partie de ce présent rapport spécifique à l'analyse des incidences des zones de projet couvertes par les OAP

Cette carte identifie et caractérise, de manière schématique mais suffisamment précise, les principaux secteurs d'intérêt environnemental et/ou paysager, dits vulnérables, pour lesquels les choix du PLU peuvent générer des perturbations éventuelles.



1. Le site de la Dourdenne / les Vignerons



Le site de la Dourdenne est actuellement en grande partie urbanisé et accueille des activités artisanales et industrielles au contact de zones résidentielles. Le cours du Verdure bordé de boisements alluviaux est relativement éloigné de l'espace bâti. Les parcelles libres (non bâties) à urbaniser pour étendre la ZAE sont actuellement des espaces occupés par l'agriculture.

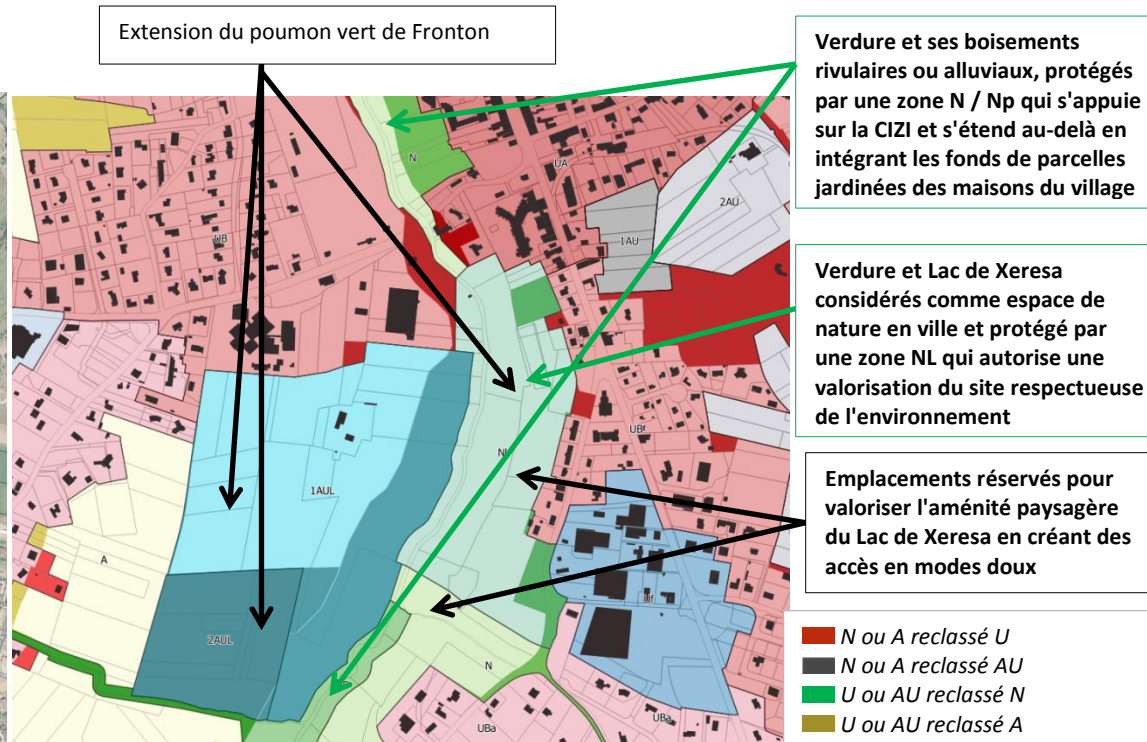
Le PLU prévoit le renforcement de cette zone économique dans le cadre d'un phasage d'ouverture à l'urbanisation sous forme de zones à urbaniser ouvertes et fermées (Ui / 1AUi) à vocation d'activités. De l'autre côté du Verdure, le PLU prévoit également l'extension du quartier résidentiel des Vignerons. L'objectif du projet communal est de renforcer le rôle de polarité d'emplois que joue la commune de Fronton dans l'intercommunalité et d'autre part de développer l'habitat en lien avec les zones d'emplois et le centre-bourg. Les zones Ui/1AUi et 1AU (habitat) ont donc été maintenues dans ce sens, et dans la continuité de l'ancien PLU.

Ces zones de projet s'appuient sur l'héritage du zonage de l'ancien PLU avec quelques ajustements nécessaires pour redélimiter un périmètre cohérent. Quelques parcelles bâties réintégrées dans la zone constructible. En compensation, des parcelles anciennement constructibles sont restituées aux zones naturelles et agricoles.

Le Verdure est isolé de la zone économique et des quartiers résidentiels grâce au classement en zone naturelle strictement protectrice Np, qui s'appuie sur le parcellaire englobé dans la zone d'épandage des crues (périmètre du CIZI, tramé ici en damier à larges mailles). L'écrin boisé

Par ailleurs, le règlement associé aux zones constructibles ainsi que les dispositions des OAP intègrent des dispositions environnementales de manière à favoriser l'intégration paysagère et la gestion des eaux pluviales (obligation de végétalisation, gestion des surfaces imperméabilisées pour réguler les ruissellements d'eaux pluviales, obligation de pré-traitement des eaux brutes qui seraient amenées à se charger éventuellement en polluants et de temporisation). L'assainissement sur ce site est en capacité suffisante pour gérer les effluents existants et à venir (sites de projet raccordables à l'assainissement collectif et STEP en capacité de traiter).

2. Le site de Matabiau / Lac de Xeresa



Sous le collège, au Sud du village, le Verdure alimente le Lac Xeresa qui est actuellement aménagé pour des activités récréatives (pêche, parcours santé, ...). Sur l'autre versant, les terrains sont actuellement occupés par l'agriculture. Dans le SCoT, ce site est considéré comme un espace de nature et comme un corridor vert.

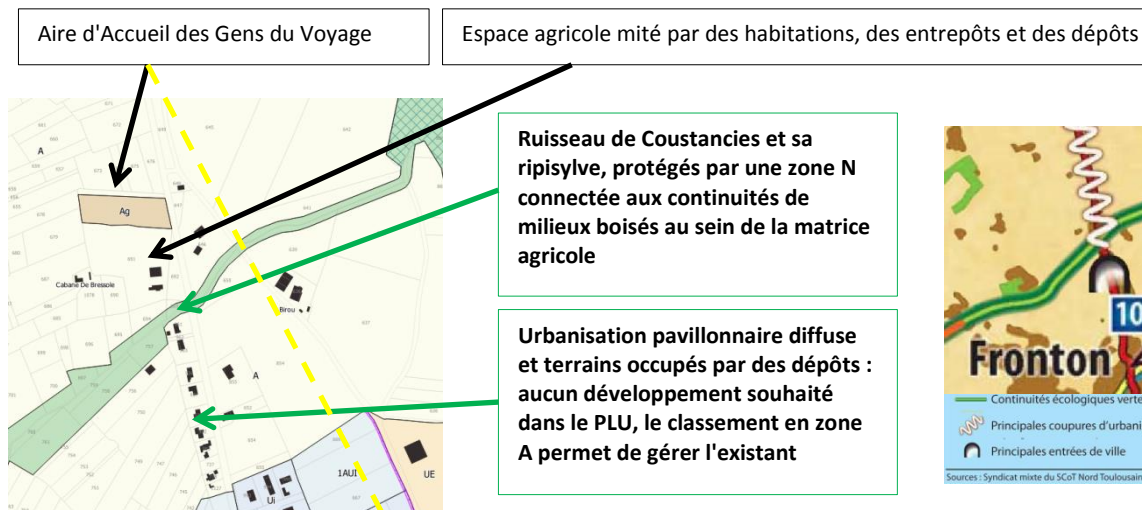
Le lac et ses abords boisés sont classés en zone NL. Les zones 1AUL et 2AUL sur l'autre versant sont vouées, dans la continuité du PLU précédent, à conforter ce site de nature comme un "véritable parc urbain" pour Fronton, un "poumon vert".

Le zonage de l'ancien PLU a été revu dans ce sens : d'anciennes zones A ont été reclassées 1AUL et 2AUL pour l'aménagement de jardins familiaux et d'équipements de sports et de loisirs. Le règlement et l'OAP sont garantes d'un aménagement respectueux de l'environnement : la constructibilité est fortement limitée et conditionnée de manière à n'autoriser que les équipements publics permettant la pratique d'activités récréatives, l'imperméabilisation des sols est limitée et la majeure partie du foncier sera traité en espaces verts, les accès prévus par les Emplacements Réservés visent à développer le maillage de continuités douces. Au Sud de la zone NL un Emplacement Réservé est positionné pour créer un nouveau frachissement du Verdure et désengorger le quartier de la zone de la Bayne et du Buguet.

La végétation en place est destinée à être conservée, comme l'oblige le règlement des zones N, NL, 1AUL et 2AUL.



3. Le site de l'entrée Nord / RD 4



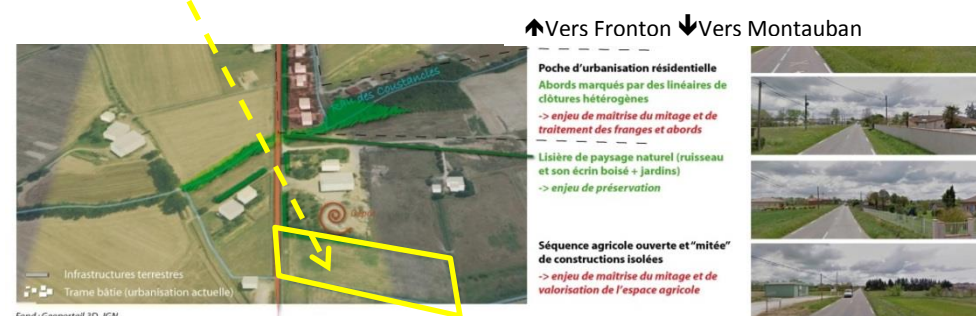
L'entrée Nord le long de la RD4 en venant de Montauban a fait l'objet d'une analyse paysagère des séquences perçues, dans le cadre de l'état initial de l'environnement. Il ressort que les paysages agricoles sont ponctuellement mités de poches d'urbanisation diffuses jusqu'à l'entrée dans le village. Le ruisseau des Coustancies passe entre la bande de constructions isolées et des dépôts associé à un bâtiment artisanal, ce qui rend sa présence discrète malgré le linéaire de végétation qui souligne ses berges. Il n'est pas considéré comme marqueur évident d'entrée de ville et son intérêt relève surtout de sa contribution aux Trames Vertes et Bleues locales.

Le SCoT identifie le ruisseau comme corridor vert et localise de manière schématique tout le long de la RD4 jusqu'au ruisseau une séquence paysagère à maintenir comme "coupure d'urbanisation" dans l'objectif de maintenir la lisibilité de l'entrée de bourg.

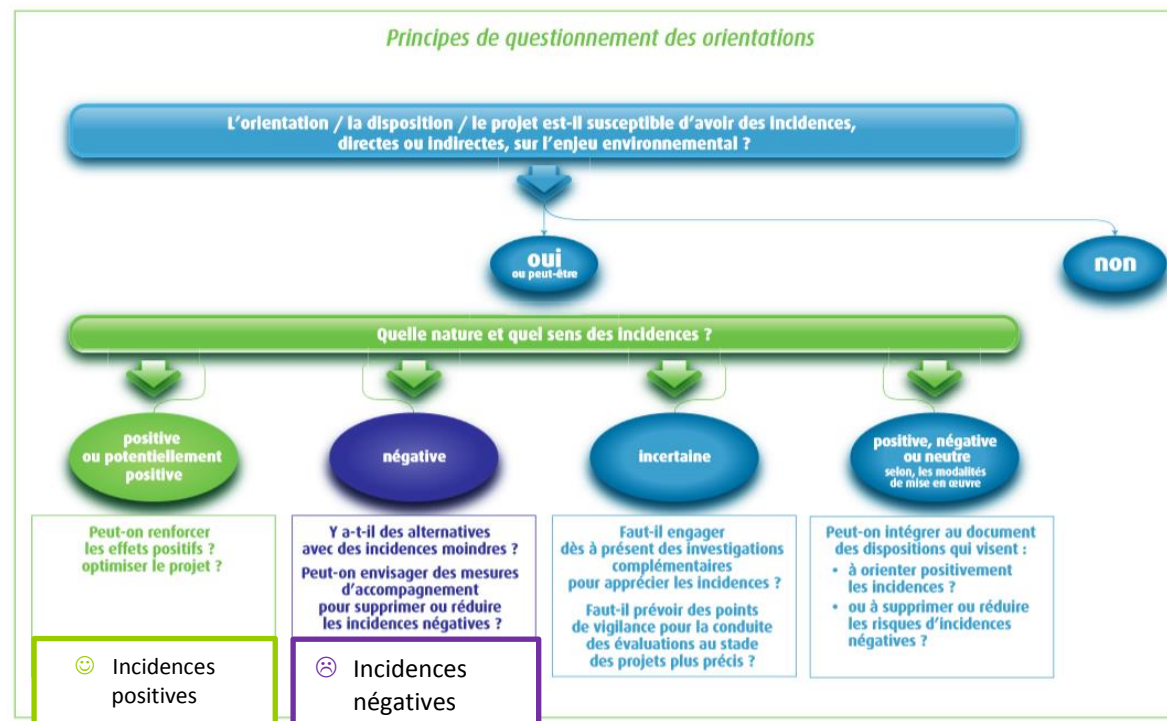
Dans les coupures d'urbanisation du SCoT, sont possibles dans la bande de 200 m, en dehors des activités agricoles, les extensions limitées des constructions existantes et la construction au sein de secteurs déjà urbanisés. Le SCoT mentionne des exceptions d'occupation de l'espace en zone agricole : les aires d'accueil pour les gens du voyage sont considérées comme des exceptions.

Pour répondre à des obligations relevant du Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage, la commune doit prévoir une zone spécifique. La zone Ag a été retenue parce qu'elle est sous maîtrise foncière communale et qu'elle est facilement accessible. Cette zone jouxte des parcelles urbanisées.

Le PLU garantit des coupures d'urbanisation le long de la RD4 jusqu'à l'entrée dans la zone urbaine, en classant les espaces libres en zone agricole, en matérialisant la continuité verte du ruisseau de la Coustancie par une zone N et en interdisant le développement urbain des secteurs bâtis dispersés dans la matrice agricole (les poches d'urbanisation diffuse sont en zone A). Le secteur Ag destiné à accueillir les Gens du Voyage ne présente pas une superficie ni une façade de terrain de nature à compromettre l'espace agricole, la lecture actuelle de l'entrée de bourg, ni à mettre en péril la coupure d'urbanisation le long de la RD4, compte-tenu de la présence actuelle de terrains occupés par des habitations et par des dépôts.



Chapitre 4 : Incidences du PLU sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement et justification des mesures en faveur de leur préservation prises par le PLU



I. Les incidences sur la consommation des espaces naturels et agricoles et les mesures prises en faveur de leur préservation par le PLU

1. Les incidences négatives du PLU

- ⊗ Le scénario démographique (accueillir 1110 logements à l'horizon 2030) et économique retenu dans le PLU s'accompagne inévitablement de besoins fonciers pour satisfaire l'urbanisation à venir, donc d'espaces aujourd'hui naturels et agricoles. Ce besoin pour l'habitat est évalué à 50,3 ha au total sur 2016-2030 (zones constructibles comptabilisées à savoir, le potentiel des 17,2 ha de zones U du foncier net "dent creuse", auquel s'ajoutent les 33,1 ha surfaces globales des zones 1AU et 2AU). L'enveloppe du foncier économique "i" s'élève à 21,2 ha et celle du foncier à vocation commerciale "f" à 5,7 ha.
- ⊗ Environ 7,7 ha d'anciennes zones agricoles du PLU en extension directe de l'espace urbain ont été classés en espace constructible au PLU (cartes suivantes), dans le cadre de la remise à plat de la stratégie. Les zones naturelles de l'ancien PLU passées constructibles du fait de leur proximité avec l'enveloppe urbaine et de leur positionnement stratégique, représentent 11,1 ha. Mais en compensation 16,3 ha d'anciennes zones constructibles ont été reclassées N et 116,4 ha d'anciennes zones constructibles ont été reclassées A.

2. Les incidences positives du PLU et les mesures compensant les effets négatifs

- ☺ Le PADD de Fronton replace la préservation des espaces naturels et agricoles au cœur des problématiques d'aménagement.
- ☺ Le PADD affiche un objectif clair de modération de la consommation foncière sur la base d'une analyse rétrospective et d'une approche rationalisée des besoins fonciers. Dans le cadre de la révision du PLU de Fronton, cet objectif chiffré de modération de la consommation d'espace a été fixé à 30%. Pour accueillir les 1110 logements à l'horizon 2030 (y compris la réhabilitation), le foncier mobilisé

(dents creuses en zones U, zones AU pour l'habitat) est de l'ordre de 50 ha, pour une densité moyenne globale recherchée de 22 logements/ha. Observons que les disponibilités de l'ancien PLU dans les seules zones urbaines (hors zones AU) s'élevaient déjà à 60 ha.

- ☺ Pour la seule vocation habitat, la part du potentiel foncier disponible au sein des zones urbaines représente 2 terrains sur 3 du foncier mobilisable sur l'ensemble du PLU à l'horizon 2030, ce qui traduit clairement la volonté de densifier les zones déjà urbanisées à l'intérieur de la tâche urbaine
- ☺ Le PADD et les choix de zonage du PLU vont dans le sens d'une délimitation des zones constructibles au plus près de l'enveloppe urbaine existante, ce qui permet de réduire la consommation foncière et de préserver les espaces agro-naturels. Les zones à urbaniser ont diminué de 91,9 ha entre le précédent PLU et celui-ci. Environ 132,7 ha de zones initialement constructibles du précédent PLU ont ainsi été « économisées » au bénéfice des espaces naturels et des espaces agricoles dans ce PLU.
- ☺ Le PLU privilégie ainsi le renouvellement urbain et la densification des espaces résiduels : le règlement est rédigé dans ce sens et des OAP sont réalisées pour tous les secteurs de projets. En travaillant sur les formes urbaines, les densités résidentielles des zones AU à vocation d'habitat seront comprises entre 20 et 30 logements/ha (moyenne de 22 logements/ha), tandis que les densités constatées aux abords sont de l'ordre de 10 à 15 logements/ha.
- ☺ Le PLU s'efforce de reconquérir le parc vacant : cela constitue autant de surfaces agricoles ou naturelles épargnées.
- ☺ En tout, 214 ha ont été reclassés au bénéfice de la zone agricole, dont 116,4 ha de zones initialement constructibles dans le PLU.
- ☺ En tout, 435,3 ha ont été reclassés au bénéfice de la zone naturelle (majoritairement des espaces initialement classés agricoles dans le PLU), dont 16,3 ha de zones initialement constructibles dans le PLU.

Evolution des zones A entre l'ancien et le nouveau PLU

Légende

- A vers N
- A vers U
- A vers AU



Légende

- AU vers A
- AU vers U
- AU vers N



Evolution des zones AU entre l'ancien et le nouveau PLU

Evolution des zones N entre l'ancien et le nouveau PLU

Légende

- N vers A
- N vers AU
- N vers U



Légende

- U vers A
- U vers N
- U vers AU



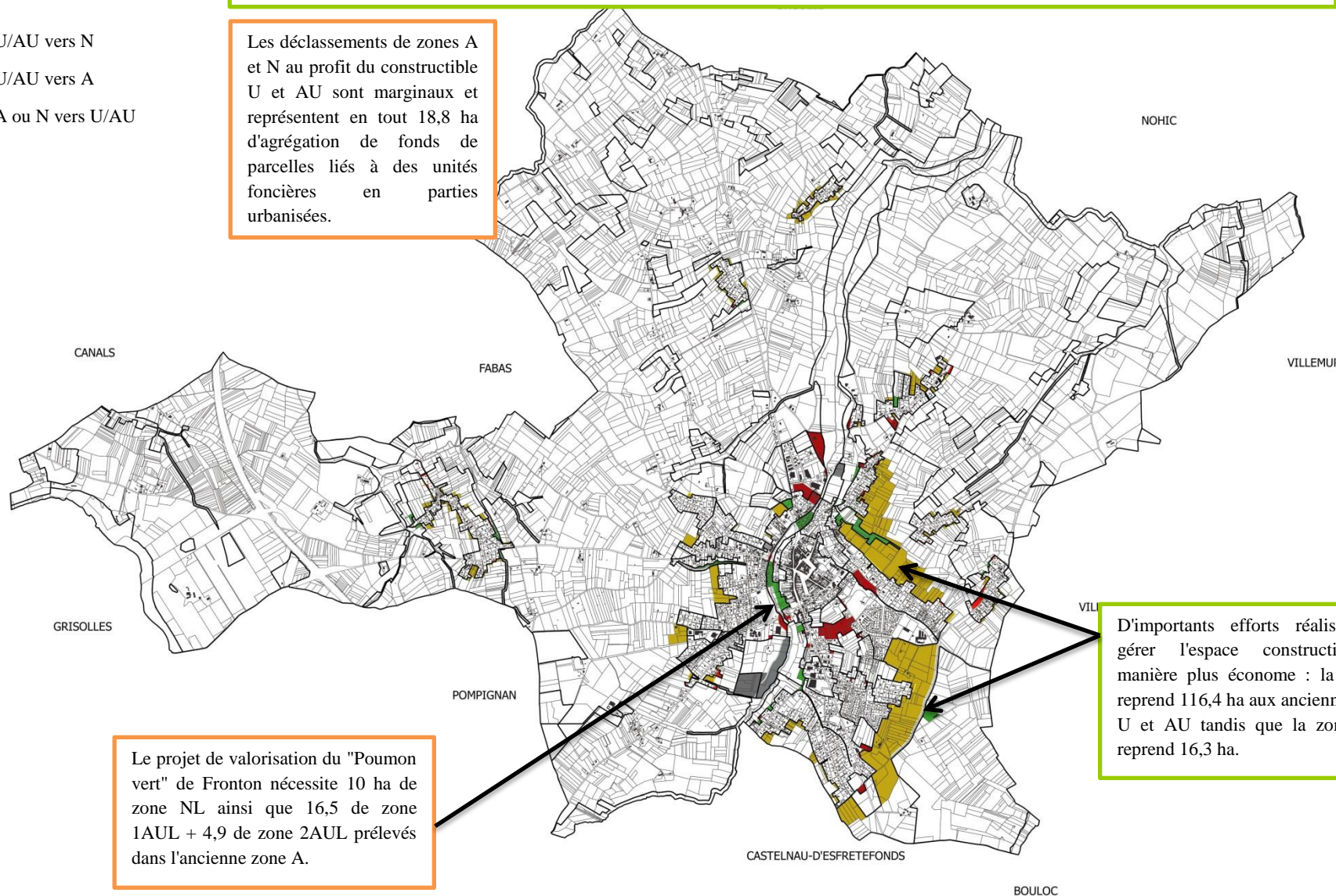
Evolution des zones U entre l'ancien et le nouveau PLU

Evolution des zones A et N : les reclassements issus d'anciennes zones constructibles et les déclassements au profit des nouvelles zones constructibles

Ces reclassements au bénéfice des zones A et N s'élèvent en tout à 132,7 ha repris aux anciennes zones constructibles du précédent PLU.

- U/AU vers N
- U/AU vers A
- A ou N vers U/AU

Les déclassements de zones A et N au profit du constructible U et AU sont marginaux et représentent en tout 18,8 ha d'agrégation de fonds de parcelles liés à des unités foncières en parties urbanisées.



Le projet de valorisation du "Poumon vert" de Fronton nécessite 10 ha de zone NL ainsi que 16,5 de zone 1AUL + 4,9 de zone 2AUL prélevés dans l'ancienne zone A.

D'importants efforts réalisés pour gérer l'espace constructible de manière plus économe : la zone A reprend 116,4 ha aux anciennes zones U et AU tandis que la zone N en reprend 16,3 ha.

II. Les incidences du PLU sur la protection des boisements et les mesures prises en faveur de leur préservation par le PLU (évolution des EBC)

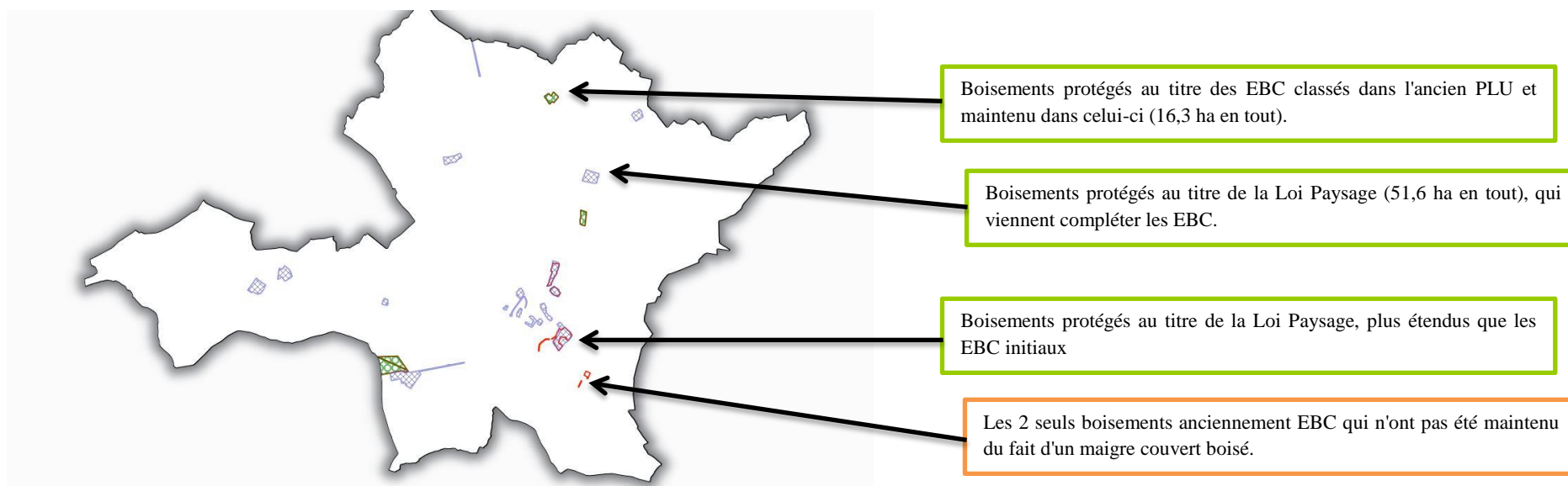
Les Espaces Boisés Classés sont traités ici à part dans la mesure où leur protection est bien souvent le résultat d'une approche transversale : traduction d'un enjeu paysager (boisements à rôle d'écrin, patrimoine arboré), traduction d'un enjeu écologique (boisements de la Trame Verte), réduction d'une nuisance (boisement à rôle "tampon"), prise en compte des risques (boisement de régulation des ruissellements et de stabilisation des sols au niveau de berges ou de pentes), ...

1. Les incidences négatives du PLU

- ⊗ Sur les 28 ha d'EBC de l'ancien PLU, 11,7 ont été déclassés : ils ont en revanche tous été reclassés en espace verts d'intérêt patrimonial au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme.

2. Les incidences positives du PLU et les mesures compensant les effets négatifs

- ☺ Le PLU compte 16,3 ha d'EBC.
- ☺ 51,6 ha d'espaces verts boisés sont protégés au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme, en remplacement de 11,7 ha d'EBC déclassés et en renforcement de la prise en compte des Trames Vertes et Bleues et du patrimoine végétal.



III. Les incidences sur la Trame Verte et Bleue et les mesures prises en faveur de leur préservation par le PLU

1. Les incidences négatives du PLU

- ⊗ Le PLU porte un projet d'urbanisation et l'urbanisation est le premier facteur de fragmentation des continuités écologiques.
- ⊗ 11,1 ha d'espaces naturels et 7,7 espaces agricoles ont été reclassés en zones constructibles.

2. Les incidences positives du PLU et les mesures compensant les effets négatifs

- ☺ Le diagnostic de Fronton identifie la Trame Verte et Bleue communale, sur la base d'une approche hiérarchisée des enjeux écologiques : cette carte a servi à établir l'axe environnemental du PADD et a ensuite été traduite sur le zonage. Des zones naturelles, des Espaces Boisés Classés et des espaces verts préservés au titre de la Loi Paysage / L.151-23 permettent de maintenir et de restaurer des continuités vertes jusque dans la ville.
- ☺ Le PLU s'est attaché à protéger les Trames Vertes et Bleues selon une approche différenciée et adaptée à l'importance des enjeux écologiques (pouvant également être combinés à d'autres critères de gestion de l'espace) :
 - La zone Np (426,9 ha) est créée pour protéger très strictement les réservoirs et la Trame Bleue (cours du Verdure, zones humides), en n'autorisant que l'aménagement de pistes cyclables ou piétonnes et les ouvrages et installations nécessaires à l'irrigation ;
 - La zone N (413,6 ha) protège aussi strictement les abords des réservoirs ainsi que les corridors verts ordinaires (boisements épars dans la matrice agricole) ou encore les corridors secondaires formés par les ruisseaux intermittents et les fossés ;
 - La zone A (3219,7 ha) qui valorise les espaces agricoles permet aussi de protéger de l'étalement urbain les corridors de milieux ouverts du terroir Frontonnais ;
 - Le classement EBC et le classement au titre de la Loi Paysage / L.151-23 s'ajoutent à ces zonages pour garantir la protection stricte du couvert boisé ;
 - En ville, la zone U est ponctuellement frappée de prescriptions en faveur de la protection des espaces verts (Loi Paysage / L.151-23, EBC).

- ☺ Le PADD et les choix de zonage du PLU vont dans le sens d'une délimitation des zones constructibles au plus près de l'enveloppe urbaine existante, privilégiant le renouvellement et la densification de l'enveloppe de la ville, ce qui permet de réduire l'effet fragmentant de l'urbanisation, qui fragilise les fonctionnalités écologiques. Le PLU garantit ainsi des coupures d'urbanisation favorables aux Trames Vertes et Bleues, notamment dans les secteurs de coteaux où les terrains constructibles ont été fortement réduits par rapport au PLU antérieur.
- ☺ Les OAP des secteurs de projet, par leurs principes de végétalisation, ont tenu compte des éléments de pré-cadrage de l'évaluation environnementale et participent à la création de Trames Vertes urbaines connectées à la Trame communale.
- ☺ La zone 1AUL prévoit par ailleurs l'aménagement de jardins familiaux au bord du Verdure, ce qui étoffe la Trame Verte urbaine.
- ☺ Le règlement des zones U et AU garantit la préservation de la trame utile aux équilibres écologiques et au fonctionnement des continuités de la Trame Verte et Bleue :
 - Il oblige de conserver ou de remplacer les plantations existantes (1 pour 1) par des plantations équivalentes d'essence locale,
 - Il encourage au traitement végétal des abords de voirie et des bandes de retrait des constructions, ainsi que la mise en place de clôtures végétales (non mono-spécifiques),
 - Il oblige d'agrémenter les aires de stationnement de plantations (1 arbre pour 100 m² ou 4 emplacements),
 - Il impose de réaliser plus de 10% du terrain en espace paysager collectif pour les opérations de plus de 2000 m²,
 - Il garantit une épuration naturelle et une régulation à la parcelle des eaux de ruissellement avant qu'elles ne regagnent les exutoires naturels de la Trame Bleue en obligeant l'infiltration naturelle des eaux pluviales à la parcelle par le traitement en jardin d'agrément des parties non bâties des terrains, en sachant que les emprises au sol sont limitées (des Coefficients de Biotopes sont réglementés entre 20 et 40% selon les zones constructibles).

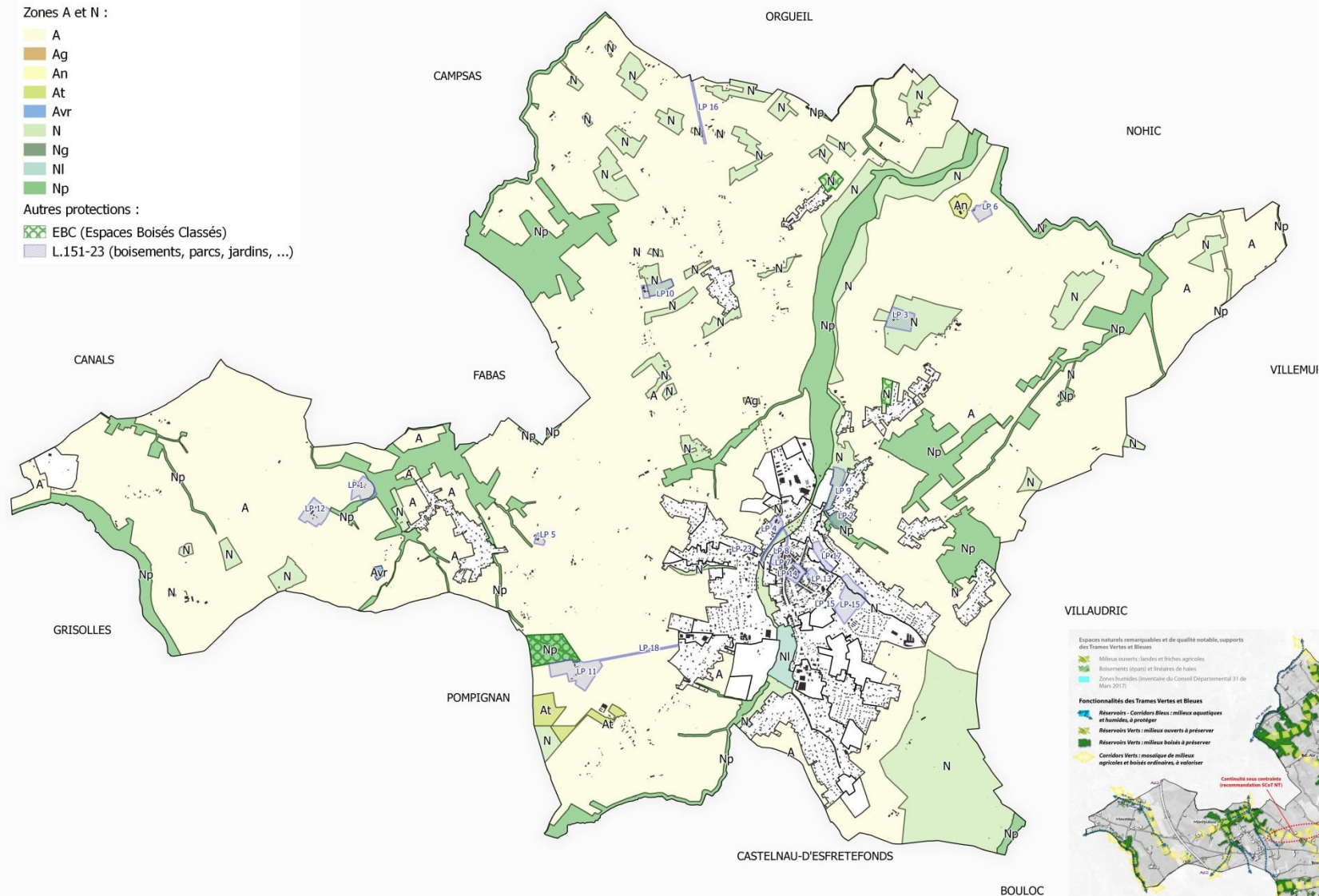


Zones A et N :

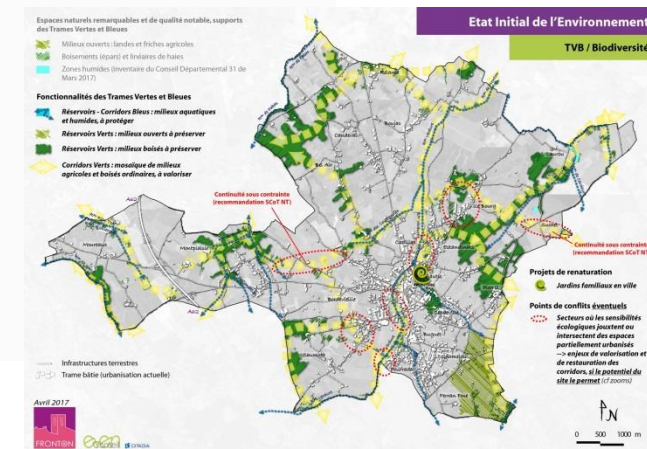
- A
- Ag
- An
- At
- Avr
- N
- Ng
- Ni
- Np

Autres protections :

- EBC (Espaces Boisés Classés)
- L.151-23 (boisements, parcs, jardins, ...)

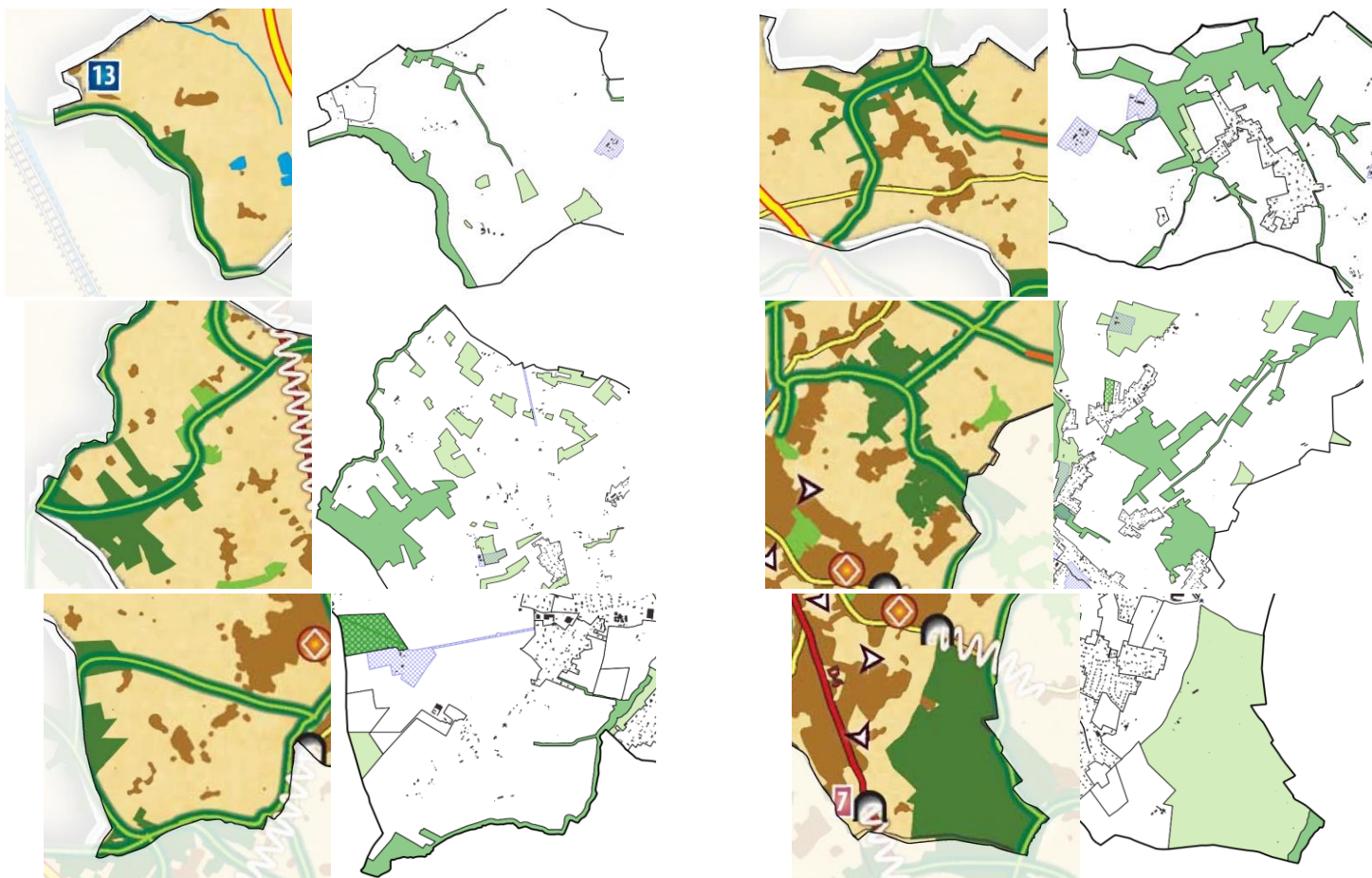


VILLAUDRIC



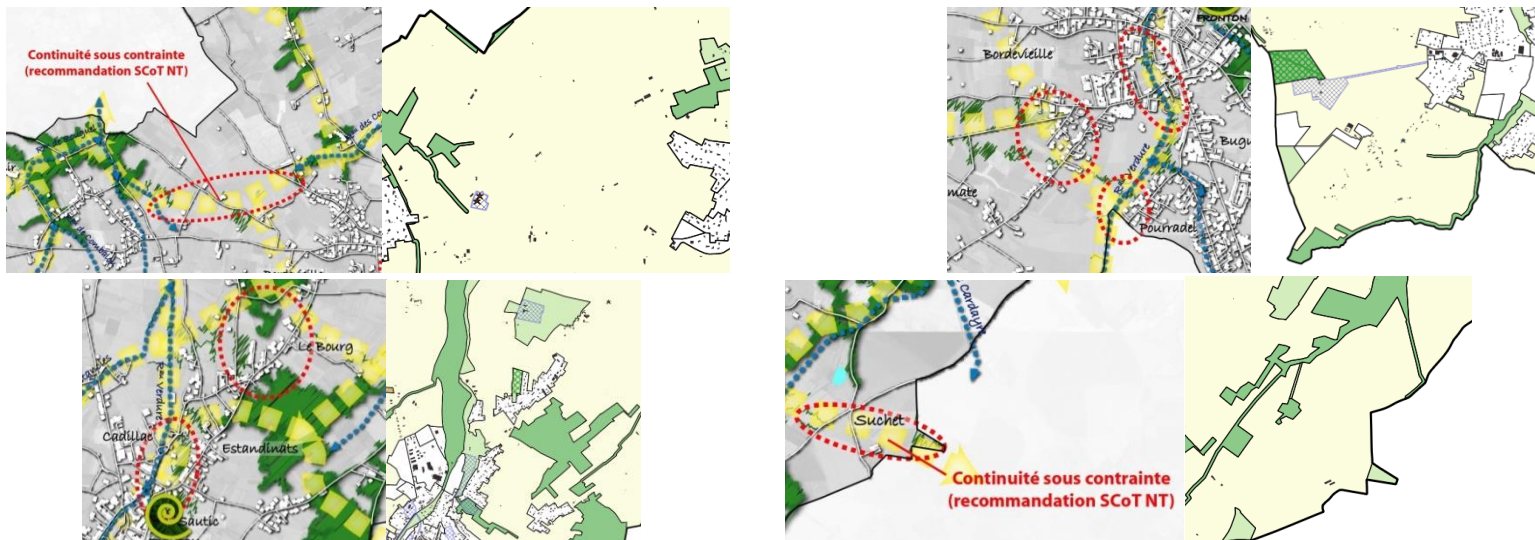
Zoom sur les Espaces Naturels et sur la TVB du SCoT Nord Toulousain

Le PLU de Fronton traduit de manière claire les espaces naturels remarquables identifiés par le SCoT Nord Toulousain. Ces espaces sont repris sur les cartes de l'état initial de l'environnement, sont retranscrits en objectifs de préservation dans le PADD, puis traduits de manière réglementaire par un zonage naturel strict parfois doublé d'une trame Espace Boisé Classé (dès lors que des boisements alluviaux fragmentés sont utiles à protéger plus fortement pour garantir la pérennité de ces réservoirs écologiques). Le travail de traduction réglementaire a également tenu compte des enjeux autres qu'écologiques : enjeux agricoles, enjeux patrimoniaux, enjeux de développement des activités compatibles avec la valorisation du patrimoine naturel.



Zoom sur les corridors TVB "sous pression" du SCoT Nord Toulousain

A partir des portions de continuité écologique sous contrainte identifiées par le SCoT sur la commune, l'état initial de l'environnement a mis en évidence quelques zones de fragilité de la trame verte :



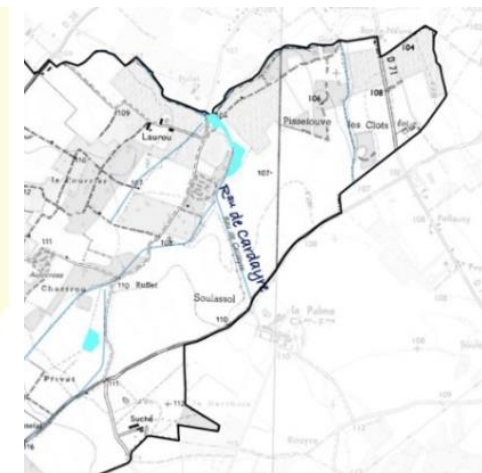
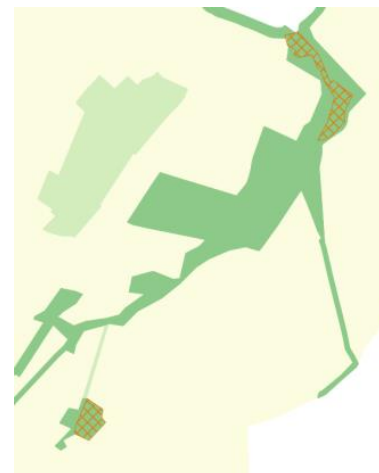
Le PLU maîtrise l'urbanisation au niveau de ces tronçons et a traduit ces continuités en fonction des expertises de terrain :

- les zones agricoles productives considérées comme continuité de milieux ouverts sont classées en zone A
- les boisements ponctuels associés à ces continuités ("pas japonais") sont classés N ou en Loi Paysage (L.151-23 du CU).

Zoom sur les Zones Humides

Dans le cadre de l'état initial de l'environnement, l'inventaire du Conseil Départemental a été pris en compte au fur et à mesure de l'avancement des travaux : prise en compte des secteurs de potentialité de zones humides puis prise en compte de l'inventaire affiné par des relevés de terrain et restitué en mars 2017. Ces éléments récents ont été intégré dans la réflexion de la stratégie de zonage Trames Vertes et Bleues du PLU.

Il ressort que la commune de Fronton présente 2 zones humides avérées (inventaire du Conseil Départemental de la Haute-Garonne restitué en mars 2017) : **elles sont traduites dans le PLU en zone naturelle strictement protectrice, Np, et connectées aux autres éléments, plus ordinaires, constitutifs des Trames Vertes et Bleues.**



IV. Les incidences sur la protection du patrimoine paysager et les mesures prises en faveur de leur préservation par le PLU

1. Les incidences négatives du PLU

- ⊗ L'urbanisation à venir modifiera inévitablement la perception des paysages.

2. Les incidences positives du PLU et les mesures compensant les effets négatifs

- ☺ Le PLU intègre dans sa réflexion les servitudes d'utilité publique relevant de la protection du patrimoine (périmètre du Monument Historique et périmètre archéologique, annexés au dossier).
- ☺ Le PADD intègre clairement dans l'expression de ces objectifs une conscience paysagère et une préoccupation de préserver la qualité du cadre de vie des habitants : garantir l'intégration paysagère des nouveaux espaces urbanisés, valoriser et renforcer les espaces verts en ville, recomposer les entrées de ville les moins lisibles, préserver le patrimoine bâti et architectural, ...
- ☺ L'unité architecturale et patrimoniale du cœur de ville historique de Fronton est protégée par la zone spécifique UA. Si l'architecture contemporaine est possible, des mesures visent à ce qu'elle s'intègre dans son environnement et à ce que l'héritage architectural de qualité puisse perdurer dans le temps.
- ☺ Indépendamment des périmètres de protection des Monuments Historiques présents sur la commune (Servitude d'Utilité Publique intégrée dans le PLU), l'inventaire au titre de la Loi Paysage / L.151-19 ou -23 a été mobilisé pour identifier des éléments isolés du patrimoine bâti et du patrimoine végétal, en particulier dans les espaces soumis aux pressions de renouvellement urbain. Ainsi sont repérés et protégés : des châteaux et maisons de maître, des bâtiments publics, des cabanes de vignes, des croix, des puits, des parcs et jardins, des plantations d'alignement, ...
- ☺ Le Verdure a fait l'objet d'une attention particulière au moment du réexamen du zonage du PLU : le zonage du PLU maintient la protection stricte en classant en zone N et Np le cours d'eau et ses abords. Le secteur du Lac Xeresa fait par ailleurs l'objet d'un projet de valorisation de ce patrimoine paysager par le biais d'aménagements sportifs, récréatifs et touristiques.

- ☺ Le zonage initialement constructible des différentes entrées de ville a été réinterrogé et se veut plus restrictif dans le PLU non seulement pour garantir les continuités écologiques des espaces ouverts et boisés mais aussi pour ménager des espaces de respiration sur les coteaux du Frontonnais.
- ☺ Le PLU traduit de manière opérationnelle l'objectif de requalification des entrées de ville et de traitement paysager des franges urbaines, secteurs « de transition » et « exposés en vitrine » qui souffrent généralement d'un manque de lisibilité et d'harmonie avec le cadre environnant. Le règlement des zones U privilégie autant que possible les implantations à l'alignement des voies et des espaces publics pour que ces derniers puissent jouer un rôle fédérateur et structurant dans le paysage bâti. Les zones de projet AU bordent des routes départementales : l'élaboration des OAP a été l'occasion de repenser la composition des aménagements, d'intégrer des principes paysagers et d'apporter une plus-value au « paysage quotidien » du quartier.
- ☺ Les OAP des secteurs de projet intègrent la prise en compte des perceptions paysagères.
- ☺ Les OAP facilitent la création de nouveaux paysages urbains mieux intégrés dans leur environnement. Les densités sont travaillées par îlots pour éviter les « effets de rupture » et rechercher une meilleure harmonie d'ensemble, la végétalisation permet de tisser un lien entre la ville et la campagne environnante en plus d'être support d'espaces conviviaux et de lien social, les perspectives et « esprits des lieux » sont valorisés par une recherche judicieuse d'organisation du réseau viaire et d'implantation du bâti, ...
- ☺ Le règlement des zones U et AU garantit la préservation de la trame végétale nécessaire au maintien d'un cadre de vie de qualité : l'obligation de conserver ou de remplacer les plantations existantes (1 pour 1) par des plantations équivalentes d'essence locale, l'encouragement au traitement végétal des abords de voirie et des bandes de retrait des constructions, l'encouragement à la mise en place de clôtures végétales (non monospécifiques), l'obligation d'agrémenter les aires de stationnement de plantations (1 arbre pour 100 m² ou 4 emplacements), l'obligation de réaliser plus de 10% du terrain en espace paysager collectif pour les opérations de plus de 2000 m², ...

- UA
- 1AU
- 1AUI
- 1AUL
- 2AU
- 2AUI
- 2AUF
- 2AUL
- A
- N
- NL
- Np

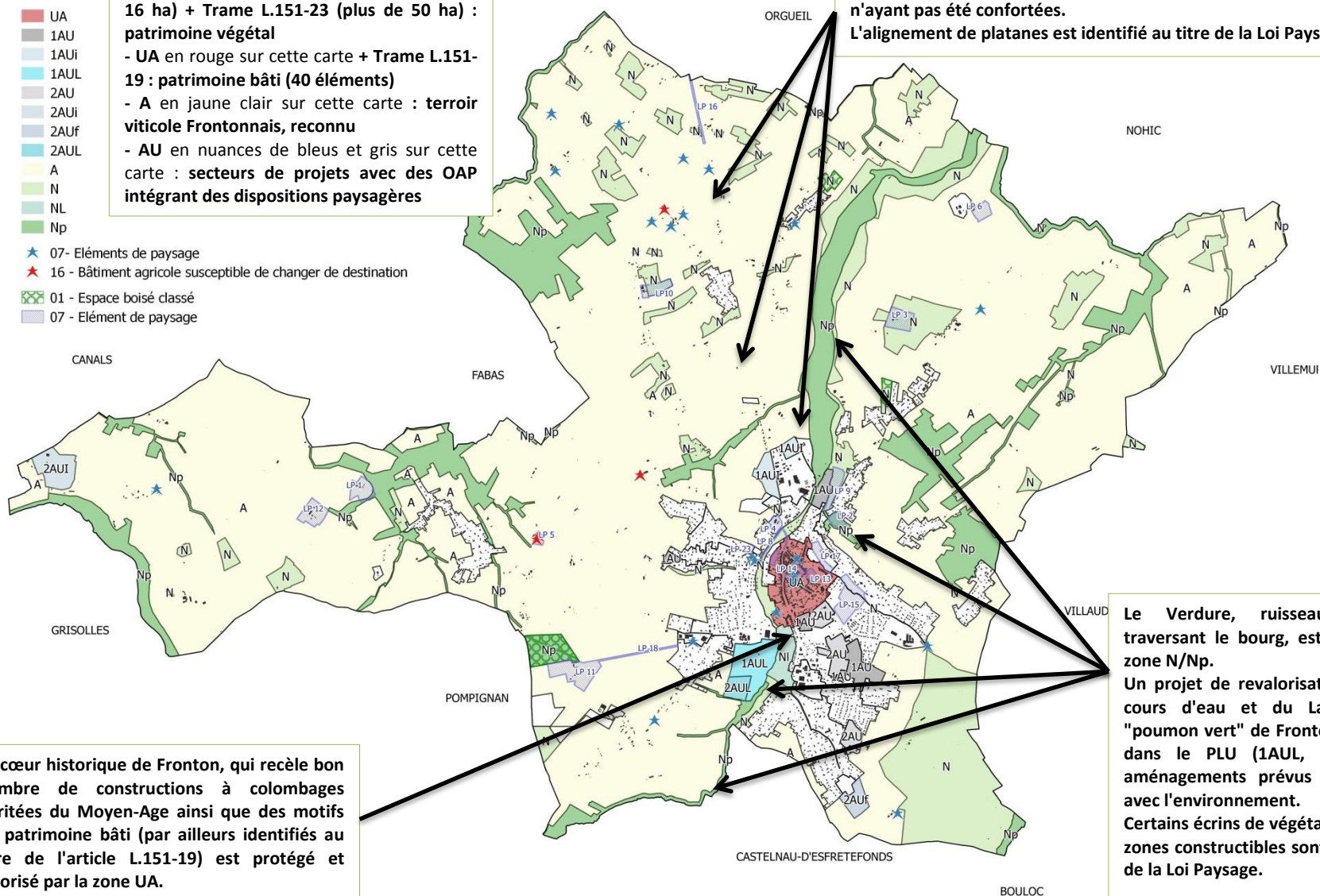
- ★ 07- Eléments de paysage
- ★ 16 - Bâtiment agricole susceptible de changer de destination
- 01 - Espace boisé classé
- 07 - Elément de paysage

La stratégie paysagère du PLU de Fronton est traduite par des zones :

- N/Np en vert sur cette carte + EBC (près de 16 ha) + Trame L.151-23 (plus de 50 ha) : **patrimoine végétal**
- UA en rouge sur cette carte + Trame L.151-19 : **patrimoine bâti (40 éléments)**
- A en jaune clair sur cette carte : **terroir viticole Frontonnais, reconnu**
- AU en nuances de bleus et gris sur cette carte : **secteurs de projets avec des OAP intégrant des dispositions paysagères**

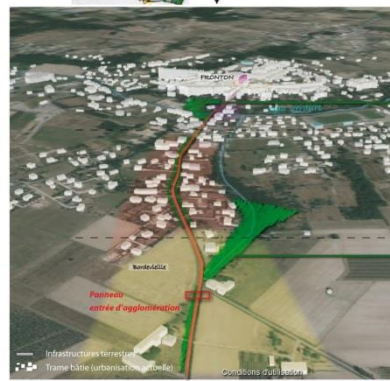
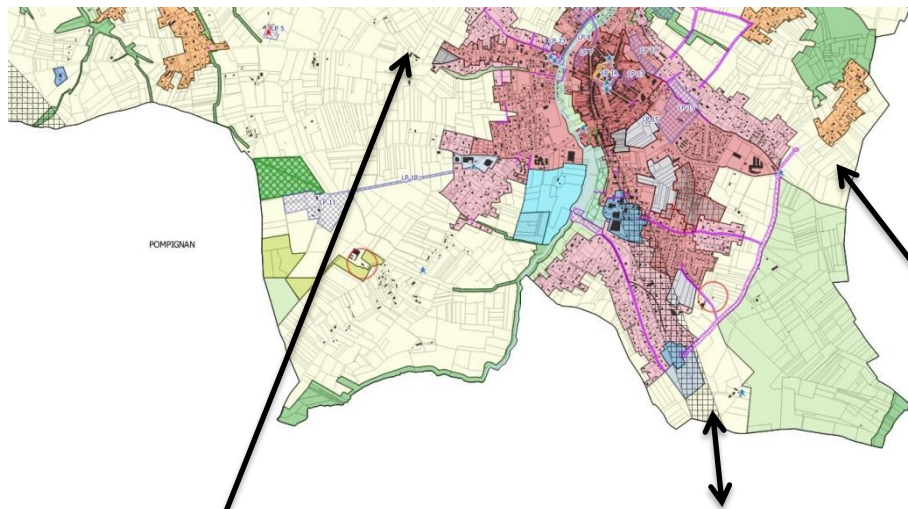
Les coupures d'urbanisation du SCoT sont traduites par une zone A et par des limites de zones constructibles qui redéfinissent l'enveloppe urbaine du village au plus près de l'existant, les poches d'urbanisation diffuse n'ayant pas été confortées.

L'alignement de platanes est identifié au titre de la Loi Paysage.





Zoom sur les coupures d'urbanisation identifiées dans le SCoT, analysées dans l'état initial de l'environnement du PLU et traduites dans le zonage du PLU



Fond: Geoportal 3D, IGN

Séquence urbanisée agglomérée et structurée (fronts urbains ou végétalisés à l'alignement) guidant la perspective sur le centre historique
 -> enjeu de valorisation (inspiration)
 -> enjeu de traitement des espaces publics (partie faubourg)
 Parc sous les marronniers
 Franchissement du Verdure
 -> enjeu de préservation
Séquence urbanisée diffuse et hétéroclite (habitat, artisanat)
 Abords marqués par des linéaires de clôtures végétalisées
 -> enjeu de maîtrise du mitage et de traitement des franges et abords
 Lisière de paysage naturel (ruisseau et son écran boisé + jardins)
 -> enjeu de préservation
Séquence agricole ouverte et "mitée" de constructions isolées
 -> enjeu de maîtrise du mitage et de valorisation de l'espace agricole



Fond: Geoportal 3D, IGN

Séquence urbanisée agglomérée et structurée (fronts urbains ou végétalisés à l'alignement) guidant la perspective sur le centre historique
 -> enjeu de valorisation (inspiration)
 -> enjeu de traitement des espaces publics (partie faubourg)
Séquence urbanisée résidentielle
 -> enjeux de densification, de traitement des espaces publics, franges et abords
Séquence urbanisée commerciale (amélioration du traitement des espaces publics, mobilier urbain)
 -> enjeu de densification ?
Séquence naturelle : ruisseau affluent du Verdure et son écran boisé
 -> enjeu de préservation
Séquence urbanisée diffuse et hétéroclite (habitat + artisans)
 Abords marqués par des linéaires de clôtures végétalisées
 -> enjeu de maîtrise du mitage, de gestion des accès et de traitement des franges et abords
 -> enjeux de recomposition et de densification ? (séquence incluse dans la zone d'agglomération)
 Talweg boisé matérialisant la limite communale et l'entrée d'agglomération : peu perceptible



Fond: Geoportal 3D, IGN



Fond: Geoportal 3D, IGN

Séquence urbanisée agglomérée du centre-ville
 -> enjeu de valorisation et de traitement des espaces publics
 (à droite) Séquence verte : écran paysager de la Maison des Vins et du Tourisme de Fronton, scénographie qualitative : parc remarquable, château
 -> enjeu de préservation, valorisation
Séquence urbanisée résidentielle
 -> enjeux de densification, de traitement des espaces publics, franges et abords
 (à droite) Séquence urbanisée d'équipements, aménagement des espaces publics, mobilier urbain
 -> enjeux d'intégration paysagère et de densification
 (à gauche) Séquence agricole semi-ouverte, îlots fermés de friches reconquis par des boisements spontanés
 -> enjeu de valorisation
 Lisière boisée -> enjeu de préservation
Séquence agricole ouverte et "mitée" de constructions isolées
 -> enjeu de maîtrise du mitage et de valorisation de l'espace agricole

Séquence verte : écran paysager du village historique, scénographie qualitative : franchissement du Verdure, parc remarquable, château, rupture topographique
 -> enjeu de préservation, valorisation
Séquence urbanisée résidentielle
 -> enjeux de densification, de traitement des espaces publics, franges et abords
 (à gauche) Séquence urbanisée économique (ZAE)
 -> enjeux d'intégration paysagère (traitement des abords) et de densification
 (à droite) Séquence agricole ouverte
 -> enjeu de valorisation
Poche d'urbanisation résidentielle
 Abords marqués par des linéaires de clôtures hétérogènes
 -> enjeu de maîtrise du mitage et de traitement des franges et abords
 Lisière de paysage naturel (ruisseau et son écran boisé + jardins)
 -> enjeu de préservation
Séquence agricole ouverte et "mitée" de constructions isolées
 -> enjeu de maîtrise du mitage et de valorisation de l'espace agricole

V. Les incidences sur la protection de la ressource en eau et les mesures prises en faveur de leur préservation par le PLU

1. Les incidences négatives du PLU

- ⊗ L'accueil de nouveaux habitants et d'activités a pour incidence d'augmenter les besoins en eau potable. L'accueil d'environ 2 640 habitants à l'horizon 2030 va générer des besoins en eau potable pour la population de l'ordre de 396 m³ par jour (en se basant sur une distribution moyenne de 150L/habitant/jour). Les besoins des activités (industries, agriculture) sont quant à eux difficilement évaluables.
- ⊗ L'augmentation souhaitée de la population aura également des répercussions sur le fonctionnement des réseaux de distribution d'eau potable.
- ⊗ L'accueil de nouveaux habitants et d'activités a pour incidence d'augmenter le volume des effluents d'eaux usées à traiter. Le gain de 2640 habitants prévu dans le PLU entre 2016 et 2026 va générer des besoins nouveaux de l'ordre de 280 à 1056 équivalents-habitants (hypothèse : 1 EH = 2,5 habitants), sans compter le nombre d'équivalents-habitants générés par les activités et équipements qui vont se développer dans les 10 prochaines années (difficile à quantifier).
- ⊗ Toutes les zones AU ne sont actuellement pas suffisamment desservies par l'assainissement collectif. Toutefois leur ouverture est conditionnée à un aménagement d'ensemble qui limitera les opérations au coup par coup pouvant contrarier le raccordement futur de la zone à l'assainissement collectif.
- ⊗ L'urbanisation (et la densification) génère inévitablement des surfaces imperméabilisées qui sont à l'origine de perturbations des flux de ruissellement et de charges polluantes des eaux pluviales (hydrocarbures des espaces de circulation et de stationnement, ...).
- ⊗ Comme indiqué dans l'Etat Initial de l'Environnement, la révision du Schéma d'Assainissement est en cours avec l'objectif de réaliser une enquête publique unique avec celle du PLU. Le bureau d'études technique en charge de cette analyse a été consulté avant l'arrêt des choix de traduction réglementaire.

2. Les incidences positives du PLU et les mesures compensant les effets négatifs

- ☺ Le PADD a pour objectif de proposer un développement urbain qui ne porte pas atteinte à la qualité des eaux du territoire : en privilégiant l'urbanisation des secteurs desservis par l'assainissement collectif, e encourageant les efforts d'amélioration de gestion de l'assainissement autonome des coteaux et de la plaine et en invitant à une meilleure gestion des eaux pluviales.
- ☺ Les collectivités et syndicats gestionnaires ont été sollicités dans le cadre de la concertation du PLU. Le scénario retenu est vu comme compatible avec la disponibilité actuelle de la ressource en eau potable. Les travaux réguliers de modernisation du réseau (canalisations, réservoirs) réalisés ces dernières années ont permis d'atteindre un rendement suffisant et garantissent une desserte suffisamment dimensionnée pour accueillir le développement prévu dans le PLU.
- ☺ Afin de mettre en cohérence le zonage d'assainissement collectif avec les choix de développement urbain des années à venir, parallèlement au PLU la commune a engagé la révision de son Schéma Communal d'Assainissement : si les études du SCA ont pu alimenter au fur et à mesure la réflexion du PLU (notamment l'appréciation des secteurs à urbaniser qui a été discutée avec les gestionnaires des réseaux), les conclusions formalisées seront rendues d'ici l'approbation du PLU.
- ☺ La station d'épuration est actuellement en capacité de gérer les effluents des secteurs desservis par l'assainissement collectif (performance en équipement et en traitement). La capacité maximale est de 8500 équivalents-habitants (EH) et la station est pré-équipée pour 17000 EH. L'assainissement collectif en place sur la commune est donc en capacité d'absorber le développement prévu par le PLU.
- ☺ Le règlement des zones U et AU oblige le raccordement à l'assainissement collectif existant au droit du terrain ou de la zone.

- ☺ Le PLU limite fortement le développement urbain des secteurs de pente et protège le couvert boisé (classé en N, Np, EBC, L.151-23 du CU) dans l'objectif de gérer les ruissellements pluviaux et d'éviter les engorgements des cours d'eau.
- ☺ Les OAP participent, à l'échelle du quartier, à la mise en œuvre d'une gestion du pluvial, en indiquant les fossés à créer ou réaménager ainsi que les dispositifs de bassin collecteur à prévoir. Les espaces verts prévus dans les OAP facilitent également la régulation des débits de ruissellement par infiltration d'une partie des eaux de pluies.
- ☺ Le règlement des zones U et AU garantit, à la parcelle, la régulation des eaux de ruissellement ainsi que leur phyto-épuration naturelle avant que ces eaux ne se retrouvent dans les exutoires naturels que sont les fossés, les ruisseaux :
 - Toute construction ou installation ne devra pas avoir pour conséquence à minima d'accroître les débits d'eaux pluviales par rapport à la situation résultant de l'état actuel d'imperméabilisation des terrains.
 - Les aménagements sur tout terrain doivent être tels qu'ils garantissent l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collectant ces eaux. En l'absence de réseau, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération ou au terrain.
 - L'infiltration naturelle des eaux pluviales à la parcelle sera notamment recherchée par le traitement en jardin d'agrément des parties non bâties des terrains, en sachant que les emprises au sol des constructions sont limitées et que le règlement introduit des Coefficients de Biotope à hauteur de 20 à 40% selon les zones.
 - Le couvert végétal sera préservé voire étoffé sur les parcelles par des mesures d'obligation de conservation, de remplacement et de création de plantations, notamment sur les espaces dédiés au stationnement (1 arbre pour 100 m² ou 4 emplacements).



VI. Les incidences sur l'adaptation aux changements climatiques et les mesures prises en faveur de leur préservation par le PLU

1. Les incidences négatives du PLU

- ⊗ L'urbanisation génère inévitablement des besoins en énergies (pour les déplacements, le chauffage, ...). Les réglementations actuelles accompagnent toutefois la construction dans le sens d'une meilleure performance énergétique.
- ⊗ En se développant comme pôle d'emplois et d'équipements, la commune de Fronton va connaître une augmentation des déplacements (de nombreux travailleurs sur Fronton habitent dans les communes voisines).

2. Les incidences positives du PLU et les mesures compensant les effets négatifs

- ☺ Le PADD a pour ambition la recherche d'un urbanisme durable qui tend à rechercher une cohérence entre « Urbanisme / Transports », à rapprocher les espaces d'emplois des espaces d'habitat, qui privilégie et développe les modes de déplacements alternatifs à la voiture, qui lutte contre la précarité énergétique du parc de logement et qui encourage la production de formes urbaines plus compactes et bioclimatiques.
- ☺ Le PLU a pris en compte le critère des mobilités dans les choix des zones de projets d'urbanisation (proximité d'un mode de transport alternatif à la voiture individuelle). Ainsi les zones à urbaniser sont privilégiées à proximité des zones desservies par les transports en commun. Les OAP fixent également des principes d'aménagement de modes doux pour gérer les mobilités « du quotidien » et éviter le recours systématique à la voiture individuelle. Ces mesures auront pour effet de participer à la réduction des Gaz à Effet de Serre et de lutter contre le réchauffement climatique.

- ☺ Les OAP intègrent des principes bioclimatiques visant à améliorer la performance énergétique du quartier : les formes urbaines sont plus compactes et donc moins enclines à la déperdition énergétique, les principes de végétalisation permettent de lutter contre les effets « îlots de chaleur », les ombres portées sont prises en compte ainsi que l'orientation des fronts bâtis.
- ☺ Indépendamment du PLU, la collectivité est engagée dans des actions de lutte contre la précarité énergétique du parc de la construction (amélioration de la performance des bâtiments publics, soutien des ménages par la collectivité pour aider à améliorer la performance énergétique de leur logement, ...).
- ☺ Le PADD encourage la production d'énergies renouvelables pouvant être réutilisées sur le territoire.
- ☺ Le PLU traduit cette intention dans le règlement :
 - La prise en compte de l'intégration paysagère des dispositifs est rappelée dans le règlement,
 - Les dispositifs de production d'énergies renouvelables (solaire en particulier) sont privilégiés sur les zones urbanisées et destinées à l'être, pour répondre au double objectif de lutte contre le réchauffement climatique et de protection des espaces naturels ou agricoles,
 - Le développement de l'énergie photovoltaïque est possible en zone A, à condition de ne pas compromettre l'activité agricole et que les dispositifs soient intégrés sur des surfaces déjà imperméabilisées (toitures par exemple), ce qui proscrit l'installation de panneaux au sol.

VII. Les incidences sur la protection face aux risques et les mesures prises en faveur de leur préservation par le PLU

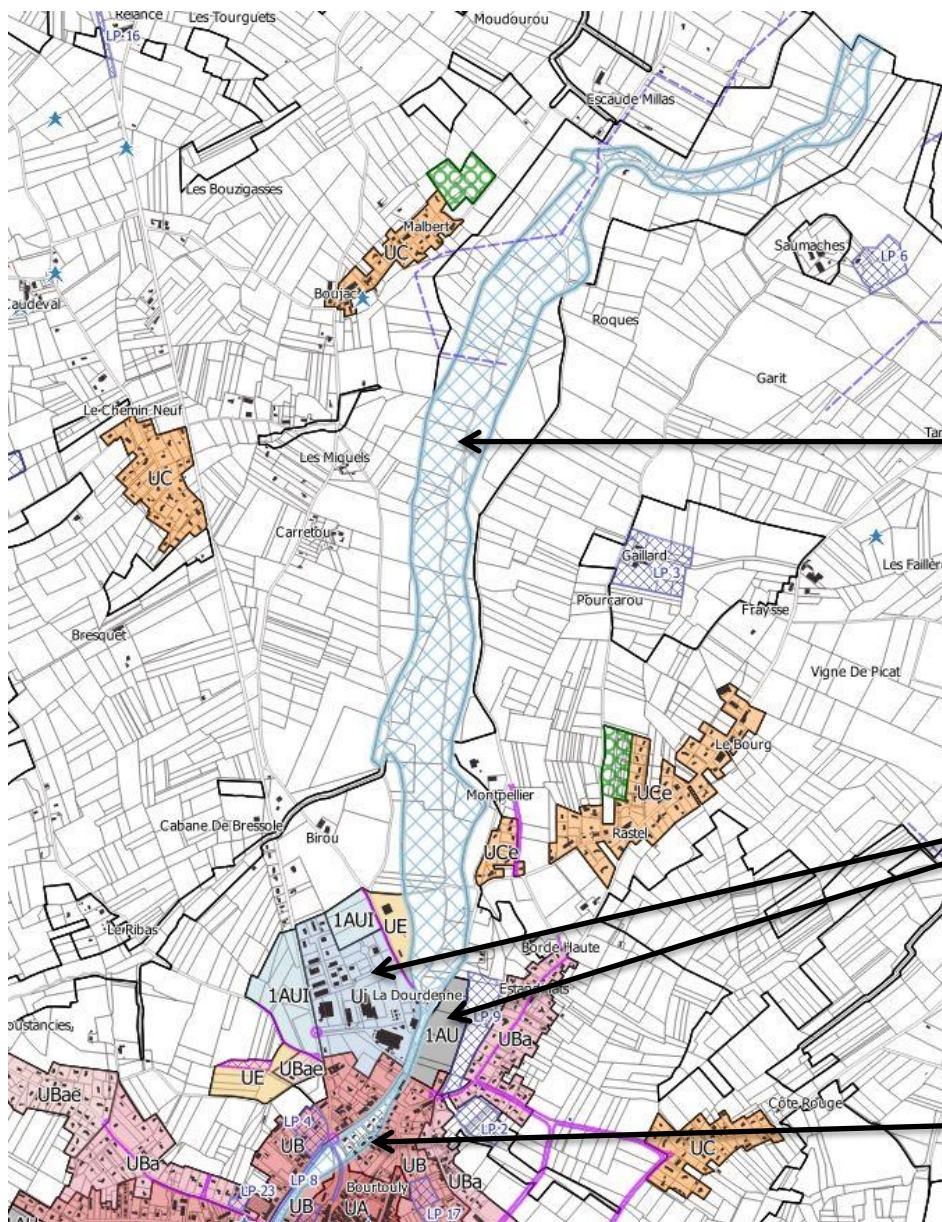
1. Les incidences négatives du PLU

- ☺ Le PLU a pour objectif de développer Fronton comme pôle d'emplois et d'équipements et d'accueillir de nouvelles populations : de fait, davantage d'habitants peuvent être potentiellement exposés à des risques nouveaux.
- ☺ Du fait de l'augmentation attendue des déplacements en lien avec le projet de développement porté par le PLU, les nuisances sonores risquent d'être accrues.

2. Les incidences positives du PLU et les mesures compensant les effets négatifs

- ☺ Le PADD exprime clairement l'objectif de prendre en considération la connaissance des risques en amont des choix d'urbanisme.
- ☺ Les annexes du PLU apportent les informations nécessaires en matière de risques connus et les Servitudes d'Utilité Publiques sont intégrées.
- ☺ Le risque d'inondation porté sur le plan de zonage du PLU tient compte de l'information de la CIZI actualisée. Aucune zone de projet d'urbanisation n'est prévue dans les secteurs impactés par ce risque. Les constructions pré-existantes dans le périmètre touché par le risque inondation ne sont pas amenées à se développer et devront se conformer aux restrictions du règlement de la zone N du PLU.
- ☺ Pour limiter l'exposition des habitants et des activités aux risques d'inondation, le PLU a raisonné les choix d'urbanisation dans les secteurs de relief en amont des cours d'eau. L'urbanisation des coteaux des Serres est à ce titre bien plus limitée qu'elle ne l'était dans le PLU. Les boisements des pentes sont également strictement protégés pour maintenir les sols face aux menaces d'érosion et pour réguler les débits des ruissellements. L'infiltration à la parcelle est recherchée à travers les différentes dispositions du règlement des zones U et AU pour gérer les eaux pluviales qui peuvent accroître les risques d'inondation.
- ☺ Les bandes affectées par le bruit sont reportées au zonage. Les nuisances sonores ont été prises en compte dans les principes d'aménagement des zones AU dotées d'OAP.
- ☺ Les modes doux sont développés dans les quartiers pour contribuer à la recherche d'un apaisement sonore.





La stratégie du PLU de Fronton en matière de prise en compte des risques connus est traduite :

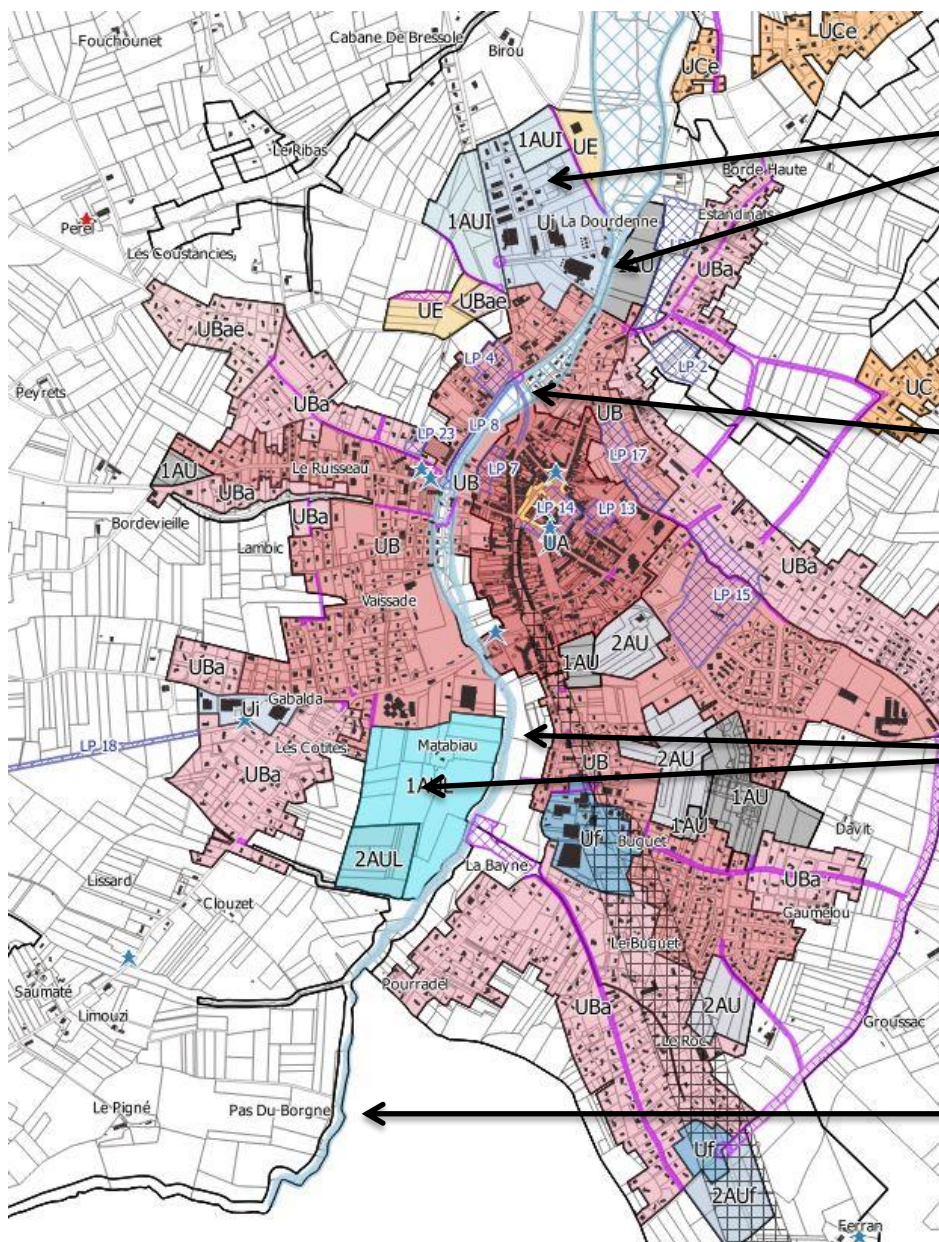
- report de la CIZI sur le plan de zonage ;
- le PPRn "mouvements de terrain" est annexé au PLU ;
- zone N/Np calée sur les limites du périmètre de la CIZI (en quadrillage bleu sur la carte) : elle englobe les constructions du village impactées par le périmètre de risque d'inondation qui sont donc "sorties" de la zone constructible et le règlement intègre des restrictions visant à réduire l'exposition au risque.

La zone d'épandage des crues de la CIZI est également considérée comme un espace intéressant pour les continuités écologiques : elle est protégée de l'urbanisation par un zonage Np.

Les zones de projet et les espaces urbanisés destinés à être densifiés sont situés à l'extérieur de la zone de risque de la CIZI. Les ruissellements sont gérés par le règlement qui favorise l'infiltration des eaux pluviales à la parcelle et limite l'imperméabilisation des surfaces, de manière à réduire les écoulements qui viendraient accroître le risque d'inondation du Verdure.

La végétation des berges du Verdure est également maintenue de manière à réguler les ruissellements vers le ruisseau.

Les constructions du bourg bordant le Verdure et étant concernées par le risque d'inondation si on se réfère au CIZI ne sont pas classées en zone U mais en zone N/Np de manière à réduire les droits à bâtir en lien avec les restrictions liées aux risques.



Les zones de projet et les espaces urbanisés destinés à être densifiés sont situés à l'extérieur de la zone de risque de la CIZI. Les ruissellements sont gérés par le règlement qui favorise l'infiltration des eaux pluviales à la parcelle et limite l'imperméabilisation des surfaces, de manière à réduire les écoulements qui viendraient accroître le risque d'inondation du Verdure.

La végétation des berges du Verdure est également maintenue de manière à réguler les ruissellements vers le ruisseau.

Les constructions du bourg bordant le Verdure et étant concernées par le risque d'inondation si on se réfère au CIZI ne sont pas classées en zone U mais en zone N/Np de manière à réduire les droits à bâtir en lien avec les restrictions liées aux risques.

La zone NL de valorisation du Verdure et du Lac de Xeresa intègre la problématique des risques dans son règlement de PLU.

Les zones de projet et les espaces urbanisés destinés à être densifiés sont situés à l'extérieur de la zone de risque de la CIZI. Les ruissellements sont gérés par le règlement qui favorise l'infiltration des eaux pluviales à la parcelle et limite l'imperméabilisation des surfaces, de manière à réduire les écoulements qui viendraient accroître le risque d'inondation du Verdure.

La végétation des berges du Verdure est également maintenue de manière à réguler les ruissellements vers le ruisseau.

La zone d'épandage des crues de la CIZI est également considérée comme un espace intéressant pour les continuités écologiques : elle est protégée de l'urbanisation par un zonage Np.

VIII. Les mesures prises par le PLU dans les OAP au sein des futurs secteurs d'aménagement



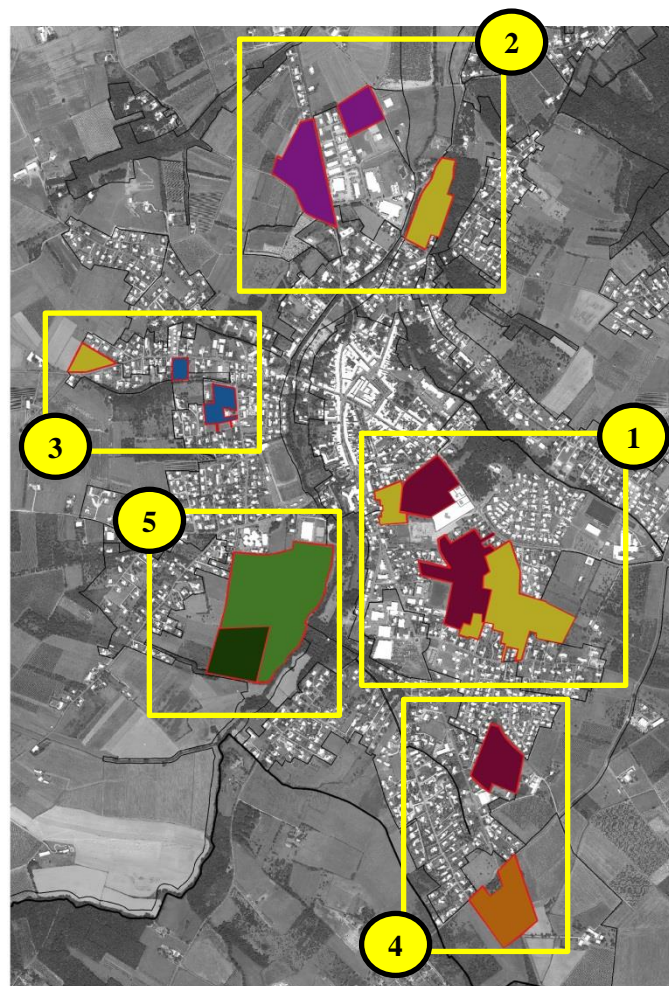
La carte ci-contre localise les secteurs de projets de PLU de Fronton, couverts par les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP). Les sites sont numérotés : les pages suivantes donnent plus de détails quant à l'évaluation des impacts des OAP sur l'environnement.

Pour chacun des sites de projet, les OAP intègrent des dispositions favorables à la prise en compte des sensibilités environnementales et paysagères :


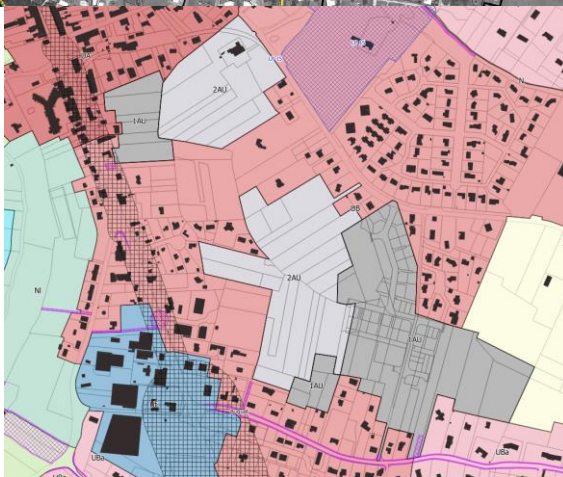
- ☺ Les sensibilités paysagères (vues) guident le parti d'aménagement (desserte interne). L'aménagement d'espaces publics structurants participe à la qualité du cadre de vie. Les densités prévues s'intègrent dans leur environnement.
- ☺ Les Trames Vertes et Bleues sont développées à l'échelle du quartier et sont connectées aux continuités d'importance communale grâce aux principes de végétalisation.
- ☺ Les modes doux tiennent une place importante et participe à la lutte contre le réchauffement climatique.
- ☺ Aucun risque n'est aggravé.
- ☺ Le raccordement à l'assainissement collectif permet de réduire les impacts sur la ressource en eau.
- ☺ Le projet d'aménagement n'est pas de nature à générer des incidences préjudiciables pour l'environnement.

Consulter le livre 3 du Rapport de Présentation des "Justifications des choix du PLU" : il détaille et explique les principes des OAP.

Consulter le cahier des OAP du PLU.




1. Secteur du Centre-Ville de Fronton


Etat initial	OAP : projet d'aménagement	Evaluation environnementale de l'OAP
<div data-bbox="47 343 118 414"></div> <div data-bbox="47 438 118 509"></div> <div data-bbox="47 533 118 603"></div> <div data-bbox="47 627 118 697"></div> <div data-bbox="47 721 118 791"></div> <ul style="list-style-type: none"> • Le projet est hérité de l'ancien PLU. • Les zones de projet du centre-ville sont des enclaves actuellement occupées par l'agriculture ou par des friches agricoles, elles sont de toutes parts bordées par de l'espace urbanisé. • Les réseaux arrivent au droit des zones mais des aménagements seront nécessaires pour garantir une desserte interne suffisante en lien avec le projet. • Le projet consiste à accueillir de l'habitat. • Aucune sensibilité environnementale majeure n'est identifiée : aucun périmètre naturaliste n'impacte la zone de projet. • La nature en place est qualifiée d'ordinaire, il s'agit de quelques arbres isolés sans intérêt notable actuel. • La zone de projet est intégrée comme la quasi-totalité du village dans le périmètre protégeant le Monument Historique de l'Eglise. • Aucune perception remarquable n'est identifiée dans ce secteur. • La zone de projet est exclue des secteurs de risques naturels et technologiques. 	 	<ul style="list-style-type: none"> • Le zonage du PLU prévoit une urbanisation temporisée, phasée dans le temps (zones U, zones 1AU et zones 2AU), et l'OAP a été pensée dans une logique d'aménagement d'ensemble : de cette manière la commune se donne progressivement les moyens d'accueillir les nouveaux logements attendus. • L'OAP est bonifiée par des principes de densification en lien avec les objectifs du SCoT de manière à gérer l'espace de manière économe, en sachant que ce secteur est proche des principaux équipements du bourg. • L'OAP est bonifiée par des principes paysagers qui permettent le déploiement d'espaces publics de convivialité et d'espaces verts de respiration, en contrepartie des principes de densification par îlots. Ces espaces paysagers ménagent des perspectives sur la campagne environnante. • L'OAP est bonifiée par des principes environnementaux qui visent à végétaliser des espaces de manière à créer une Trames Verte et Bleue urbaine connectée aux continuités voisines. • L'OAP est bonifiée par des principes d'adaptation au changement climatique avec l'intégration de réseau de continuités douces reliées aux sites desservis par les transports en commun et avec une réflexion sur des implantations bioclimatiques. • L'OAP est bonifiée par des principes de gestion de la ressource en eau : le secteur est raccordable au réseau collectif d'assainissement qui est en capacité de traiter les effluents à venir, la question de la gestion du pluvial est traitée dans l'OAP et l'accueil de nouveaux logements ne remet pas en cause la disponibilité actuelle de la ressource en eau potable. <p>Les principes d'aménagement de l'OAP ne sont pas de nature à porter préjudicialement atteinte à l'environnement.</p>

2. Secteur de La Dourdenne et de l'avenue des Vignerons




Etat initial	OAP : projet d'aménagement	Evaluation environnementale de l'OAP
<ul style="list-style-type: none"> Le projet est hérité de l'ancien PLU. Les zones de projet sont des enclaves actuellement occupées par l'agriculture ou par des friches agricoles, elles sont de toutes parts bordées par de l'espace urbanisé soit à vocation économique (site de La Dourdenne), soit à vocation résidentielle (quartier des Vignerons). Les réseaux arrivent au droit des zones mais des aménagements seront nécessaires pour garantir une desserte interne suffisante en lien avec le projet. Le projet consiste à accueillir l'extension de la zone industrielle et commerciale de La Dourdenne et à accueillir de l'habitat sur le secteur des Vignerons. Aucun périmètre naturaliste n'impacte la zone de projet. Toutefois le site de projet est traversé par le Verdure, cours d'eau emblématique de la commune. La nature en place est qualifiée d'ordinaire, il s'agit de boisements rivulaires accompagnant le passage du Verdure. La zone de projet est intégrée comme la quasi-totalité du village dans le périmètre protégeant le Monument Historique de l'Eglise. Aucune perception remarquable n'est identifiée dans ce secteur. Toutefois, la ZAE marque l'entrée dans l'espace aggloméré de Fronton : le secteur est une vitrine d'entrée de ville depuis la RD4 et une coupure d'urbanisation est prescrite au Nord par le SCoT. La zone de projet est exclue des secteurs de risques naturels et technologiques. 		<ul style="list-style-type: none"> Le zonage du PLU prévoit une urbanisation temporisée, phasée dans le temps (zones U, zones AU), et l'OAP a été pensée dans une logique d'aménagement d'ensemble : de cette manière la commune se donne progressivement les moyens d'accueillir les projets attendus. L'OAP est bonifiée par des principes de densification en lien avec les objectifs du SCoT de manière à gérer l'espace de manière économe, en sachant que ce secteur est proche des principaux équipements du bourg. L'OAP est bonifiée par des principes paysagers : une bande paysagère en vitrine de la RD4 est prescrite pour la ZAE, des espaces publics végétalisés sont prescrits comme respirations du nouveau quartier d'habitat, en contre-partie des principes de densification par îlots. L'OAP est bonifiée par des principes environnementaux qui visent à végétaliser des espaces de manière à créer une Trames Verte et Bleue urbaine connectée aux continuités voisines, notamment celle du Verdure. Le Verdure est quant à lui protégé par une zone Np et ses boisements sont repérés au titre de l'article L.151-23 du CU : il joue le rôle d'espace tampon à l'interface entre la ZAE et l'habitat. L'OAP est bonifiée par des principes d'adaptation au changement climatique avec l'intégration de réseau de continuités douces reliées aux sites desservis par les transports en commun et avec une réflexion sur des implantations bioclimatiques. L'OAP est bonifiée par des principes de gestion de la ressource en eau : le secteur est raccordable au réseau collectif d'assainissement qui est en capacité de traiter les effluents à venir, la question de la gestion du pluvial est traitée dans l'OAP et l'accueil d'une urbanisation nouvelle ne remet pas en cause la disponibilité actuelle de la ressource en eau potable. <p>Les principes d'aménagement de l'OAP ne sont pas de nature à porter préjudicialement atteinte à l'environnement.</p>

3. Secteur de l'avenue de Grisolles, Bordevieille

Etat initial	OAP : projet d'aménagement	Evaluation environnementale de l'OAP
<div data-bbox="47 341 118 411">💡</div> <div data-bbox="47 437 118 507">📄</div> <div data-bbox="47 533 118 603">👤</div> <div data-bbox="47 628 118 699">🌿</div> <div data-bbox="47 724 118 794">🏡</div> <ul style="list-style-type: none"> Le projet est hérité de l'ancien PLU. Les zones de projet sont des enclaves actuellement occupées par l'agriculture ou par des friches agricoles, elles sont de toutes parts bordées par de l'espace urbanisé. Le site 1AU de Bordevieille marque l'entrée dans le bourg de Fronton depuis la route de Grisolles. Les réseaux arrivent au droit des zones mais des aménagements seront nécessaires pour garantir une desserte interne suffisante en lien avec le projet. Le projet consiste à accueillir de l'habitat. Aucune sensibilité environnementale majeure n'est identifiée : aucun périmètre naturaliste n'impacte la zone de projet. La nature en place est qualifiée d'ordinaire sans intérêt notable actuel. Toutefois la zone de Bordevieille se situe au contact de vastes espaces viticoles qualifiés de corridors de milieux ouverts dans le SCoT. La zone de projet est intégrée comme la quasi-totalité du village dans le périmètre protégeant le Monument Historique de l'Eglise. Aucune perception remarquable n'est identifiée dans ce secteur. La zone de projet est exclue des secteurs de risques naturels et technologiques. 		<ul style="list-style-type: none"> Le zonage du PLU prévoit une urbanisation temporisée, phasée dans le temps (zones U, zones 1AU), et l'OAP qui porte aussi sur une zone urbaine a été pensée dans une logique d'aménagement d'ensemble : de cette manière la commune se donne progressivement les moyens d'accueillir les nouveaux logements attendus. L'OAP est bonifiée par des principes de densification en lien avec les objectifs du SCoT de manière à gérer l'espace de manière économe, en sachant que ce secteur est proche des principaux équipements du bourg. L'OAP est bonifiée par des principes paysagers qui permettent le déploiement d'espaces publics de convivialité et d'espaces verts de respiration, en contre-partie des principes de densification par îlots. Ces espaces paysagers ménagent des perspectives sur la campagne environnante. L'OAP est bonifiée par des principes environnementaux qui visent à végétaliser des espaces de manière à créer une Trames Verte et Bleue urbaine connectée aux continuités voisines (mosaïque de milieux ouverts agricoles, à l'Ouest du bourg). L'OAP est bonifiée par des principes d'adaptation au changement climatique avec l'intégration de réseau de continuités douces reliées aux sites desservis par les transports en commun et avec une réflexion sur des implantations bioclimatiques. L'OAP est bonifiée par des principes de gestion de la ressource en eau : le secteur est raccordable au réseau collectif d'assainissement qui est en capacité de traiter les effluents à venir, la question de la gestion du pluvial est traitée dans l'OAP et l'accueil de nouveaux logements ne remet pas en cause la disponibilité actuelle de la ressource en eau potable. <p>Les principes d'aménagement de l'OAP ne sont pas de nature à porter préjudiciablement atteinte à l'environnement.</p>

4. Secteurs de la route de Toulouse

Etat initial	OAP : projet d'aménagement	Evaluation environnementale de l'OAP
<div data-bbox="47 341 118 411" data-label="Image"></div> <div data-bbox="47 437 118 507" data-label="Image"></div> <div data-bbox="47 533 118 603" data-label="Image"></div> <div data-bbox="47 628 118 699" data-label="Image"></div> <div data-bbox="47 724 118 794" data-label="Image"></div> <ul style="list-style-type: none"> • Les projets d'habitat et de zone économique sont hérités de l'ancien PLU. • Ces zones sont fermées à l'urbanisation. • La zone de projet d'habitat concerne une enclave actuellement occupée par de l'agriculture et des friches agricoles, bordée de toutes parts par de l'urbanisation. La zone économique projetée plus au Sud s'articule avec la zone économique de Canals et est actuellement occupée par l'agriculture. • Les réseaux arrivent au droit des zones mais des aménagements seront nécessaires pour garantir une desserte interne suffisante en lien avec le projet. • Aucun périmètre naturaliste n'impacte la zone de projet. Toutefois la ZNIEFF des Landes du Frontonnais se situe non loin de là, plus à l'Est, de l'autre côté des terres viticoles qui jouxtent les zones de projets. • La nature en place est qualifiée d'ordinaire. • Aucune perception remarquable n'est identifiée dans ce secteur. La zone de projet est exclue des secteurs de risques naturels et technologiques. 		<ul style="list-style-type: none"> • Ces zones sont fermées à l'urbanisation (2AU, 2AUf). • Toutefois le PLU s'est projeté et a imaginé des aménagements de manière à anticiper les impacts éventuels. • Ces projets ne portent pas atteinte à la ZNIEFF située plus à l'Est, dont ils sont séparés par une zone agricole (viticole) qui joue le rôle de tampon. <p>Ces secteurs de projets à long terme ne sont pas de nature à porter préjudicialement atteinte à l'environnement.</p>

5. Secteur du "Poumon vert" de Fronton

Etat initial	OAP : projet d'aménagement	Evaluation environnementale de l'OAP
<div data-bbox="47 341 120 788"> </div> <ul style="list-style-type: none"> Le projet est hérité de l'ancien PLU. Les zones de projet sont des enclaves actuellement occupées par l'agriculture ou par des friches agricoles, elles sont bordée au Nord par l'urbanisation et le collège, au sud par de l'urbanisation et à l'Est par le Verdure et le Lac de Xeresa. Les réseaux arrivent au droit des zones mais des aménagements seront nécessaires pour garantir une desserte interne suffisante en lien avec le projet. Le projet consiste à accueillir des espaces sportifs et récréatifs qui mettent en valeur l'aménité paysagère du Verdure et du Lac de Xeresa. La partie haute est projetée en zones 1AUL et 2AUL, la partie Est est classée NL. Aucun périmètre naturaliste n'impacte la zone de projet. Toutefois le site est concerné par le passage du Verdure qui alimente le Lac de Xeresa, Trame Verte et Bleue communale également identifiée comme continuité à préserver par le SCoT. La zone de projet est intégrée comme la quasi-totalité du village dans le périmètre protégeant le Monument Historique de l'Eglise. Aucune perception remarquable n'est identifiée dans ce secteur si ce n'est que le site en lui-même est qualifié d'aménité paysagère. La zone de projet est concernée par le risque d'inondation. 		<ul style="list-style-type: none"> Le zonage du PLU prévoit une valorisation temporisée, phasée dans le temps (zone NL, zone 1AUL et zone 2AUL). L'OAP du secteur est pensée commune un aménagement d'ensemble portant aussi sur les tranches fermées à l'urbanisation. Le zonage du PLU est spécifique à ce secteur de manière à maîtriser les droits à bâtir : ces derniers sont limités et visent à n'accueillir que des aménagements utiles à la valorisation sportive et récréative du secteur, tout en étant compatibles avec la sensibilité environnementale liée à la Trame Verte et Bleue. Le règlement est restrictif et limite notamment l'imperméabilisation des surfaces qui n'ont pas vocation à devenir urbaines. Seuls les équipements d'intérêt collectif en lien avec la vocation de la zone sont autorisés et conditionnés en termes d'emprises et de volumes. L'OAP est bonifiée par des principes paysagers qui prévoient l'aménagement de jardins familiaux, d'espaces verts permettant la pratique du sport et le maintien du couvert boisé des abords du Lac de Xeresa comme espace de détente. L'OAP est bonifiée par des principes environnementaux qui visent à végétaliser ces espaces de manière à créer une Trames Verte et Bleue urbaine connectée au Verdure. L'OAP est bonifiée par des principes d'adaptation au changement climatique avec l'intégration de réseau de continuités douces reliées aux quartiers voisins. Un franchissement du Verdure est envisagé et un Emplacement Réservé est prévu à cet effet, dans l'objectif de fluidifier les déplacements du bourg. L'OAP est bonifiée par des principes de gestion de la ressource en eau : la question de la gestion du pluvial est traitée dans l'OAP ainsi que la gestion du risque d'inondation. <p>Les principes d'aménagement de l'OAP ne sont pas de nature à porter préjudiciablement atteinte à l'environnement.</p>

Chapitre 5 : Incidences du PLU sur les sites Natura 2000 et exposé des mesures d'évitement / réduction / compensation



Sans objet.

La commune de Fronton ne présente pas de site Natura 2000 sur son territoire ni à proximité dans un rayon de 10 km.

Chapitre 6 : Les indicateurs retenus pour le dispositif de suivi de la mise en œuvre du PLU et de ses impacts sur l'environnement



Conformément aux dispositions du code de l'urbanisme, le PLU fera l'objet d'une analyse des résultats de son application, notamment en ce qui concerne l'environnement au plus tard à l'expiration d'un délai de 6 ans à compter de son approbation.

Les indicateurs présentés dès la page suivante ont été retenus par thématique.

Il ne s'agit pas de constituer un tableau de bord exhaustif de l'état de l'environnement. Le dispositif de suivi est constitué d'un nombre restreint d'indicateurs mais ceux-ci sont cohérents d'une part avec les orientations du document d'urbanisme propres aux enjeux environnementaux identifiés sur le territoire, et d'autre part aux possibilités d'actualisation de la collectivité.

Pour chacun d'entre eux, sont précisés :

- la source : organisme ou la structure auprès desquels la donnée est disponible,
- la périodicité de mise à jour possible, au regard de la fréquence d'actualisation de la donnée par l'organisme source, à la date d'approbation du PLU, sachant que celui-ci n'a obligation faire l'objet d'un bilan qu'au bout de 6 années de vie.

1. En matière de suivi des effets du PLU sur l'environnement et les paysages

	Orientations du PADD	Propositions d'indicateurs	Source	Périodicité	T=0 (PLU 2017)
Patrimoine naturel	Préserver et valoriser les espaces naturels remarquables et la trame verte et bleue (TVB)	Linéaire de berges propriété de la Ville ou de la communauté de communes	Données communales (PLU)	6 ans	-
		Surface d'espaces verts protégés en ha au titre de la Loi Paysage / L.151-19 ou -23	Données communales (PLU)	6 ans	51,6 ha 40 éléments
		Surface de jardins cultivés (jardins familiaux, ouvriers)	Donnée communale (PLU)	6 ans	
		Surface en ha de zones naturelles strictes dans le PLU	Donnée communale (PLU)	6 ans	426,9 ha de Np 413,6 ha de N 850,6 ha de zones naturelles en tout
		Surface en ha d'Espaces Boisés Classés (EBC)	Donnée communale (PLU)	6 ans	16,3 ha
Gestion de l'eau	Gérer durablement et économiser les ressources naturelles tout en prévenant des risques et des nuisances	Nombre de points noirs sur le réseau pluvial Episodes annuels de débordement du réseau pluvial (nombre, durée, gravité)	Donnée communale	6 ans	-
		Evolution de la consommation d'eau : quantité d'eau potable consommée (m ³ /an)	Donnée communale	6 ans	-
		Evolution de la qualité de l'eau distribuée	ARS	6 ans	-
		Evolution du nombre d'installations contrôlées d'assainissement autonome (conformes et non conformes)	SPANC	6 ans	-
Gestion des risques	Gérer durablement et économiser les ressources naturelles tout en prévenant des risques et des nuisances	Surfaces rendues inconstructibles par un Plan de Prévention des Risques d'inondation (PPRI) / CIZI	Donnée communale (PLU)	6 ans	-
		Surfaces soumises à un risque d'inondation fort (défini par un PPRI ou des cartes d'aléas de la CIZI) et classées en zone inconstructible dans le PLU	Donnée communale (PLU)	6 ans	-
		Episodes d'inondation par débordement des cours d'eau en zone habitée	DDT	6 ans	-



	Orientations du PADD	Propositions d'indicateurs	Source	Périodicité	T=0 (PLU 2017)
Agriculture	Assurer la pérennité du potentiel agronomique, biologique et économique des terres agricoles	Rythme de la consommation foncière (ha/ an)	Orthophoto BD Ortho IGN / fichiers ADS	6 ans	6,5 ha/an entre 2004 et 2015 toutes vocations confondues
		Nombre d'exploitations agricoles sur le territoire communal	Recensement agricole national (agreste) Services fiscaux	6 ans	1988 : 142 exploitations En 2010 : 72 exploitations soit une diminution de 50% environ
		% du territoire communal et surface en ha des zones agricoles dans le PLU Superficie des zones Agricoles du PLU	Données communales (PLU)	6 ans	3238,1 ha 70 % de la superficie communale
		Superficie agricole utilisée (en ha)	Recensement agricole national (agreste)	6 ans	La SAU représente 49% de la superficie de la commune en 2010, soit 2236 ha
		Nombre de changements de destination	Données communales (PLU)	6 ans	4 bâtiments éligibles au changement de destination
Paysages : Patrimoine	Valoriser le cadre patrimonial, architectural et urbain du centre ancien de Fronton Valoriser un cœur de ville attractif Valoriser le cadre de vie et paysager de la ville par une requalification des espaces publics Valoriser le patrimoine, le paysage et le cadre de vie, facteurs d'attractivité et d'identité du Frontonnais	Opérations de valorisation, de réhabilitation et requalification d'immeubles remarquables et d'espaces publics	Données communales (PLU)	6 ans	-
		Surfaces / linéaires de plantations et d'espaces verts	Données communales (PLU)	6 ans	-
		Nombre d'éléments protégés dans le PLU au titre de la Loi Paysage / L.151-19 ou -23	Donnée communale (PLU)	6 ans	40 éléments 51,6 ha de parcs et jardins
		Opérations de réhabilitation et requalification des entrées de ville	Donnée communale (PLU)	6 ans	-
		Rythme de la consommation foncière (ha/ an)	Orthophoto BD Ortho IGN	6 ans	6,5 ha/an entre 2004 et 2015 toutes vocations confondues
		Nombre de logements dégradés et vacants réhabilités	Données communales (PLU)	3 ans	-



	Orientations du PADD	Propositions d'indicateurs	Source	Périodicité	T=0 (PLU 2017)
Energie / Mobilités	Encourager le processus de réhabilitation et de rénovation engagé sur les logements existants Gérer durablement et économiser les ressources naturelles tout en prévenant des risques et des nuisances Réconcilier circulation et cadre de vie : développer et favoriser les modes de déplacements doux	Opérations de réhabilitation et requalification sur les logements existants	Données communales (PLU)	6 ans	-
		Nombre de permis de construire ou de demandes de subvention déposés pour la réalisation de travaux de rénovation énergétique (dans le cadre des OPAH et PIG)	Données communales (PLU)	3 ans	-
		Part de logements alimentés par des ressources renouvelables pour le chauffage et la production d'eau chaude (cf. dossier ADS)	Ademe	3 ans	-
		Nombre d'installations d'énergies renouvelables ayant bénéficié d'une demande de subvention	Données communales (PLU)	3 ans	-
		Linéaires de pistes piétons / cycles	Donnée communal (PLU)	6 ans	-

2. En matière de logements

Le présent chapitre aborde les indicateurs relatifs à l'évaluation des thématiques liées aux logements, à la biodiversité, aux ressources naturelles ou aux paysages et au patrimoine. Pour rappel, le PLU sera évalué au plus tard 9 ans après son approbation.

Satisfaction des besoins en logements

- Le PLU prévoit via le Projet d'Aménagement et de Développement Durables et via les Orientations d'Aménagement et de Programmation de créer environ 80 logements par an environ, soit un total de 1 110 à 1 130 unités dans les 9 prochaines années.

Echéancier prévisionnel

Par ailleurs, la production de logements et des équipements correspondants sera réalisée dans un premier temps :

- soit au sein des tissus urbains existants : réhabilitation, rénovation, construction sur les « dents creuses » ou foncier disponible au sein des zones urbaines ...
- soit au cœur des zones à urbaniser 1AU.
- Dans un deuxième temps les zones 2AU pourront être ouvertes à l'urbanisation par voie de modification/révision sur PLU.

Les indicateurs mobilisables

En matière de logements :

- Suivi des permis de construire

- Nombre de logements produits (INSEE, SITADEL et service instructeur)
- Nombre de logements produits par type (individuel, individuel mitoyen, intermédiaire et collectif)
- Nombre de logements locatifs et sociaux produits
- Nombre de subventions distribuées, de logements remis sur le marché et de conventionnement
- Nombre de logements vacants (INSEE & FILOCOM)
- ...

En matière d'ouverture à l'urbanisation :

- Bilan des dents creuses construites en zones urbaines (à partir du plan établi lors de l'élaboration du PLU avec évaluation de la superficie foncière mobilisée)
- Bilan des zones 1AU construites : superficie mobilisée, superficie disponible, densité construite relative au logement (nombre de logement/ ha, surface de plancher/ha)
- Bilan des équipements réalisés en lien avec l'aménagement de ces secteurs : prolongement et renforcement de réseaux, linéaire de voirie, espaces publics, carrefour aménagé ...



Satisfaction des besoins en logements		2016	2020	2023	2026	2030
Evolution du nombre de logements sur la commune	X logements /an	-				
Evolution de la surface artificialisée	X ha	436,6 ha (zones U)				
Respect du rythme de développement envisagé au PADD	Nombre de logements par période de 3 ans	-				
Types de logements produits	Taille	-				
	Répartition géographique	-				
Nombre de résidences principales		2 519				
Nombre de logements vacants		157 en 2013 (6,4% du parc total de logements)				
Part du logement social dans le parc total		10%				